

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Étendue des Travaux .1 En général, les travaux visés par le présent projet comprennent la fourniture des installations, de la main-d'oeuvre, des matériaux et des équipements nécessaires à la reconstruction du Mur de Direction de la Structure 302, au-delà de la ligne E-122 de pieux en acier à section en H, au quai public situé à Le Goulet, dans le comté de Gloucester (N.-B.). Les travaux doivent être complétés en stricte conformité avec le devis et les dessins préparés pour ce projet.
- 1.2 Descriptions des Travaux .1 De manière générale, les travaux faisant l'objet du présent contrat comprennent ce qui suit (énumération non limitative):
- .1 L'enlèvement et l'élimination des garde-roues en bois, échelles, crampons, plaques et cornières en acier et des déchets de construction à des sites de dépôt approuvés.
 - .2 Enlèvement de la palplanche en acier existante jusqu'aux élévations indiquées et l'élimination à un dépôt de remplissage terrestre provincial approuvé ou à un centre de tri.
 - .3 L'enlèvement et l'élimination des matériaux in situ dans la structure existante, des matériaux du fond du havre et des matériaux du fond du chenal indiqués.
 - .4 L'enlèvement, l'entreposage et le rétablissement du remblai rocheux et de l'Enrochement de la Structure 301 tel que requis pour l'installation des nouveaux travaux.
 - .5 L'enlèvement et l'élimination d'une portion de palplanches en acier de la Structure 301 tel que requis pour l'installation des nouveaux travaux.
 - .6 L'enlèvement, l'entreposage et le rétablissement de la barricade clôturée.
 - .7 Fournir et installer des pieux en acier à section en H avec ancrage au roc.
 - .8 La conception, la fourniture et l'installation du système de protection cathodique pour tous les nouveaux pieux en acier à section en H.
 - .9 Fourniture et installation des panneaux de mur préfabriqué en béton.

- .10 Fourniture et installation du mur en béton coulé en place.
- .11 Fourniture et installation des murs d'ancrage en béton.
- .12 Fourniture et installation des tirants avec raccordement au pieu à section en H.
- .13 Fourniture et installation de tissu filtrant aux endroits illustrés sur le plan.
- .14 Fourniture et installation de la fondation granulaire et de base granulaire.
- .15 Fourniture et installation de la pierre d'affouillement, de l'enrochement, de la roche prélevé au hasard R-5, de la roche prélevé au hasard R-50 et de la barrière de pierres aux endroits illustrés sur le plan.
- .16 La fabrication, la fourniture et installation des nouvelles échelles en acier galvanisé.
- .17 La fabrication, la fourniture et installation des nouveaux crampons en acier galvanisé.
- .18 La fabrication, la fourniture et installation des contreventements temporaire du montage des pieux à section en H en acier.
- .19 La fabrication, la fourniture et installation des nouveaux raidisseurs d'attache en profilé en acier C.
- .20 La fourniture de la main-d'oeuvre, des matériaux et des équipements nécessaires à l'excavation, le remblayage et la compaction pour compléter les travaux.
- .21 Tout enlèvement de matériaux, relocalisation de travaux, réinstallation de travaux, et rapiéçage dans la mesure indiquée et nécessaire pour compléter les travaux de ce contrat.
- .22 L'élimination approprié de tous matériaux existants enlevés des travaux et pas désignés à être réutilisés, ou récupérés par le Représentant du Ministère.

- .2 Les travaux relevant de ce contrat sont divisés en sections descriptives qui ne sont pas destinés à identifier les limites contractuelles absolues. L'entrepreneur est responsable d'organiser la division du travail et la fourniture de matériels et équipements nécessaires pour achever le projet dans toutes ses parties, tel qu'établi dans les articles de convention.
- .3 Tous les travaux en vertu du présent contrat, doivent être effectués de telle manière à répondre aux exigences environnementales et de la santé et de la sécurité.

1.3 Calendrier des Travaux

- .1 Les travaux faisant l'objet du présent contrat doivent être achevés dans les délais prescrits au contrat.
- .2 Immédiatement après l'adjudication du contrat, soumettre au Représentant du Ministère un calendrier des travaux indiquant les étapes d'avancement anticipées des travaux ainsi que la date d'achèvement des travaux, laquelle doit correspondre à la date indiquée dans la soumission acceptée. Tous les éléments inscrits au tableau des prix unitaires doivent être indiqués sur le calendrier sous forme de diagramme à barres horizontales
- .3 Si l'Entrepreneur constate qu'il ne peut respecter le calendrier initial, il doit immédiatement soumettre un calendrier révisé au Représentant du Ministère, sans attendre que ce dernier lui en ait fait la demande, tout en prenant les démarches nécessaires afin de se remettre en conformité avec le calendrier.

1.4 Début des Travaux

- .1 L'Entrepreneur doit commencer les travaux le plus tôt possible après l'adjudication du contrat et conformément aux articles de conventions.
- .2 L'Entrepreneur doit faire tout ce qui est possible pour s'assurer que les matériaux, les matériels et les équipements nécessaires sont livrés en quantité suffisante sur le chantier, le plus tôt possible après l'adjudication du contrat.

1.5 Visite du Chantier

- .1 Il est conseillé aux soumissionnaires éventuels de visiter le chantier afin de juger par eux-mêmes des installations et des difficultés pouvant entraver l'exécution des travaux, d'évaluer l'état du chantier et les conditions du sol, de se faire une idée de la rigueur des conditions atmosphériques, de l'imprévisibilité de ces conditions de l'exposition du chantier à ces dernières, ainsi que de toute autre condition pouvant influencer sur l'exécution des travaux.
- .2 Obtenir l'autorisation préalable du Représentant du Ministère avant de procéder à l'inspection du chantier.
- .3 Les soumissionnaires sont tenus d'examiner la liste des dangers potentiels du site prévue à la section - 01 35 29 Santé et Sécurité.
- .4 Les soumissionnaires sont tenus de porter tous les équipements de protection individuelle appropriés et de prendre toutes les mesures de précaution nécessaires pour assurer leur sécurité pendant toute pré-visite du chantier avant la fermeture de l'appel d'offres.
- .5 L'Entrepreneur doit faire sa propre évaluation de l'état du site et de la structure du quai existant et des difficultés dans l'exécution des travaux spécifiés.
- .6 Les soumissionnaires sont avisés de vérifier l'annuaire des marées émis par Pêche et Océan pour les conditions de marée qui peuvent effectuer les travaux.

1.6 Plate Forme de Travail
Temporaire

- .1 La structure existante n'est pas considérée structuralement adéquate pour soutenir l'équipement de construction dans son état actuel.
- .2 L'Entrepreneur doit fournir une plate-forme temporaire pour accéder au travail. La plate-forme temporaire doit être consistée d'une structure indépendante supportée par pieux ou autre système approuvé qui permet d'accéder en toute sécurité au travail.
- .3 L'Entrepreneur doit soumettre les détails et la procédure d'accès sécuritaire au travail et l'installation des nouveaux éléments du mur de direction.

- .4 L'Entrepreneur doit soumettre, pour revu, une procédure détaillée et des dessins pour la plate-forme de travail temporaire.
- .5 La soumission doit être estampillé par un ingénieur autorisé à pratiquer dans la province du Nouveau-Brunswick, Canada.

1.7 Dessins de Référence

- .1 Les dessins de référence pour les structures existantes sont disponibles pour visualisation aux bureaux de TPSGC au 1045 rue Main, Unité 100, Moncton, N-B (E1C 1H1).

Personnes contact :
Garth Holder, Ing., Gestionnaire de projet :
(506) 862-9269
Jean Girouard, Ing., Gestionnaire de projet :
(506) 229-2420

1.8 Conditions du Chantier et
Nouvelle Construction

- .1 L'Entrepreneur est avisé que les Structures 302 (phase 1) et 304 peuvent être en reconstruction avant la fin des travaux de ce contrat. Une digue et dragage au bout de Burns Island sera en construction durant les travaux de ce contrat. Planifier et exécuter les travaux pour minimiser les interférences.

1.9 Utilisation des Lieux par
l'Entrepreneur

- .1 L'Entrepreneur est avisé que les travaux et opérations de démolition/construction, incluant le stockage des matériaux, pour ce contrat, ne doivent pas interférer avec les activités de pêche et/ou les opérations du quai. Planifier et exécuter les travaux pour minimiser les interférences. Consulter l'administration portuaire et se conformer à ses directives. Le représentant de l'administration est : Paul-Aimé Mallet, tél. bureau (506)-336-8611 et cellulaire 506-336-5142.
- .2 Il incombe à l'Entrepreneur, et à lui seul, de prendre les arrangements nécessaires pour l'entreposage des matériaux sur le chantier ou en dehors du chantier. Dans le cas où des matériaux entreposés sur place nuiraient aux activités normales menées sur le chantier ou à proximité, le Représentant du Ministère fera évacuer ceux-ci promptement, aux frais de l'Entrepreneur.

- .3 Prendre soins d'exercer les travaux afin de ne pas entraver ou endommager des biens publics et privés dans la région.
- .4 L'entrepreneur est informé que les installations du quai et l'accès au site peut être utilisé par d'autres entrepreneurs et utilisateurs.

1.10 Protection des Installation et des Réseaux Actifs

- .1 Il incombe à l'Entrepreneur de se familiariser avec l'emplacement des canalisations d'utilités existantes et de prendre les mesures nécessaires pour protéger ces canalisations pendant les travaux.
- .2 Pendant le fonctionnement d'équipement chenillé. L'Entrepreneur doit prendre toutes les précautions adéquates pour protéger les tabliers en béton existants sur les structures adjacentes et les surfaces d'asphalte à demeurer tel quel.
- .3 Lors de l'achèvement des travaux l'entrepreneur doit restaurer le chantier dans son état original. Les dommages à la structure et à la propriété seront réparés par l'entrepreneur. L'Entrepreneur doit retirer du chantier tous les matériaux de construction, résidus, l'excès, etc., et laisser le chantier, les routes d'accès et les structures du quai dans leur état initial d'avant les travaux.

1.11 Codes et Normes

- .1 Effectuer les travaux conformément au Code national du bâtiment du Canada et à tout autre code provincial ou local, y compris toutes les modifications à ces codes jusqu'à la date limite de présentation des soumissions; en cas de conflit ou de divergence, les exigences les plus strictes prévaudront.
- .2 Les matériaux et l'exécution doivent respecter ou dépasser les exigences des normes, codes et documents de référence prescrits.

1.12 Interprétation des Documents

- .1 En supplément à l'article sur l'ordre de priorité présenté dans les Conditions générales, les sections de la Division 01 ont priorité sur les sections des divisions techniques du présent devis.

1.13 Utilisation du Terme
Ingénieur

- .1 Sauf indication contraire, le terme Ingénieur utilisé dans le devis et sur les dessins fait référence au Représentant du Ministère, selon la définition établie dans les conditions générales du contrat.

1.14 Implantation des Travaux

- .1 Assumer l'entière responsabilité de l'implantation des travaux selon les emplacements, les lignes et les niveaux indiqués.
- .2 Fournir les dispositifs requis pour l'implantation et l'exécution des travaux.
- .3 Fournir par exemple les règles et les gabarits nécessaires pour faciliter l'inspection des travaux par le Représentant du Ministère.
- .4 Fournir les piquets, les bornes et les autres repères requis pour l'implantation et l'exécution des travaux.
- .5 Les coûts d'implantation des travaux, de la mobilisation, de la démobilisation et des autres coûts connexes, mais qui ne sont pas inclus dans des lots de soumission particuliers, seront considérés comme étant des coûts accessoires à l'item de soumission de Construction/ Démolition/Mob/Demob prescrit à la Section 02 41 13 Travaux Préparatoires et Démolition.

1.15 Mesurage aux Fins de
Paiement

- .1 Avertir le Représentant du Ministère suffisamment avant le début des travaux pour permettre le mesurage nécessaire aux fins de paiement.
- .2 Les articles de paiement aux termes du présent contrat sont les suivants :
 - .1 Construction/Démolition/Mob/Démob : Section 02 41 13 - Travaux Préparatoires et Démolition.
 - .2 Élimination du bois traité : Section 02 41 13 - Travaux Préparatoires et Démolition.
 - .3 Murs d'ancrage en béton : Section 03 30 00 - Béton coulé en place.
 - .4 Mur de béton coulé en place : Section 03 30 00 - Béton coulé en place.
 - .5 Panneaux préfabriqués de Type 'A' : Section 03 30 00 - Béton coulé en place.

- .6 Panneaux préfabriqués de Type 'B' (panneaux à échelle) : Section 03 30 00 - Béton coulé en place.
 - .7 Tirants : Section 05 50 00 – Ouvrages Métalliques.
 - .8 Crampons : Section 05 50 00 – Ouvrages Métalliques.
 - .9 Supports à panneaux préfabriqués : Section 05 50 00 – Ouvrages Métalliques.
 - .10 Contreventement du montage des pieux à section en H: Section 05 50 00 – Ouvrages Métalliques.
 - .11 Raidisseur d'Attache : Section 05 50 00 – Ouvrages Métalliques.
 - .12 Système de protection cathodique : Section 26 42 00 – Système de protection cathodique.
 - .13 Tissu Filtrant : Section 31 32 21 – Géotextiles.
 - .14 Pieux en acier à section en H : Section 31 62 16 – Pieux en acier à section en H.
 - .15 Couche de fondation granulaire : Section 32 11 16 – Couche de fondation granulaire.
 - .16 Couche de base granulaire: Section 32 11 23 – Couche de Base Granulaire.
 - .17 Pierre d'affouillement : Section 35 31 24 – Pierre de protection.
 - .18 Enrochement : Section 35 31 24 – Pierre de protection.
 - .19 Remblai en roches prélevé au hasard (R-5): Section 35 31 24 – Pierre de protection.
 - .20 Remblai en roches prélevé au hasard (R-50): Section 35 31 24 – Pierre de protection.
 - .21 Barrière de pierres : Section 35 31 24 – Pierre de protection.
- .3 Aucun paiement distinct ne sera effectué pour le coût de déneigement et de déglacage au chantier, des routes d'accès et des lieux d'entreposage; il n'y aura non plus aucun paiement supplémentaire pour tout retard causé par le mouvement des glaces et des tempêtes d'hiver ou en raison d'un conflit avec les activités du port.
- .4 Payer les taxes applicable : fédéral, provincial et municipal.

1.16 Documents Requis

- .1 Garder sur le chantier un (1) exemplaire de chacun des documents suivants :
 - .1 dessins contractuels;
 - .2 devis;
 - .3 addenda;
 - .4 dessins d'atelier révisés;
 - .5 liste des dessins d'atelier non revus;
 - .6 ordres de modification;
 - .7 autres avenants au contrat;
 - .8 rapports des essais effectués sur place;
 - .9 calendrier des travaux approuvé;
 - .10 plan de santé et de sécurité et autres documents sur la sécurité;
 - .11 procédures de cadenassage d'installations électriques;
 - .12 permis de sécurité incendie pour exécuter des travaux à chaud;
 - .13 permis, codes et lois;
 - .14 plan de gestion des déchets;
 - .15 un exemplaire de la loi sur l'hygiène et la sécurité au travail du Nouveau-Brunswick;
 - .16 autres documents prescrits ailleurs dans les documents contractuels, les dessins et le présent devis.

1.17 Permis

- .1 Conformément aux Conditions générales, obtenir et payer tous les permis de construction, certificats, licences et autres permis exigés par les autorités municipales, provinciales et fédérales.
- .2 Fournir un avis de projet approprié aux autorités d'inspection municipales et provinciales.
- .3 Obtenir les certificats de conformité exigés par les prescriptions des dispositions légales et réglementaires des autorités municipales, provinciales et fédérales et qui s'appliquent à l'exécution des travaux.
- .4 Soumettre au Représentant du Ministère un exemplaire des formulaires de demande et des documents d'approbation reçus des autorités susmentionnées.

1.18 Services Existants

- .1 Avant de commencer les travaux, établir l'emplacement et le tracé des canalisations de service et le signaler par écrit au Représentant du Ministère.
- .2 Soumettre le calendrier des fermetures ou des coupures des services actifs ou des installations au Représentant du Ministère. Ces travaux comprennent le débranchement de l'alimentation électrique et l'éclairage. Respecter le calendrier et fournir un avis aux parties concernées.
- .3 L'Entrepreneur doit accéder au site de construction par les structures 302, 402, 403 et 405. Être conscient que les installations portuaires doivent rester opérationnelles pendant toute la durée des travaux prévus au présent contrat. Les services vers les secteurs utilisés par le public, les pêcheurs et les usagers du port doivent aussi être maintenus en tout temps selon les directives.
 - .1 Du 15 avril au 1^{er} mai : structures 401, 402, 403 et 405 sont pleines de cages à homard avec accès d'urgence seulement au site de construction.
 - .2 Du 1^{er} mai au 30 juin (saison du homard) : routes d'accès, aires de stationnement, structures 401, 402, 403 et 405 sont congestionnées avec les piétons, les véhicules et les acheteurs, tôt le matin jusqu'à la fin de l'après-midi. Aucune congestion le soir et la nuit.
 - .3 Du 1^{er} juillet à la fin de la saison de navigation (geler) : structure 401, 402, 403 et 405 sont utilisés occasionnellement, et l'accès est rarement congestionnés.
 - .4 Pour la durée du contrat, les structures 301, 302 et 304 sont considérées comme la zone de travail, et est destiné à être utilisé uniquement par l'Entrepreneur.
- .4 Protéger, réacheminer ou maintenir les services actifs existants, au besoin. Lorsque des canalisations de services inactifs sont trouvées, il faut les obturer d'une manière acceptable d'après les règles de l'art et par les autorités compétentes des services. Consigner l'emplacement des canalisations de service maintenues, réacheminées ou abandonnées.
- .5 L'enlèvement et la remise en place de la tuyauterie, des

services, des poteaux, etc. (conformément aux exigences des fournisseurs de service ou du maître de l'ouvrage) seront considérés comme faisant partie intégrante des travaux.

1.19 Zéro des Cartes

- .1 Toutes les élévations spécifiées dans le présent devis ou indiquées sur les dessins contractuels transmis au moment de la commande de travaux sont données en mètres par rapport au zéro des cartes qui correspond à la Marée Basse Ordinaire (M.B.O.) pour ce contrat. La valeur des repères montrés sur les dessins indique des élévations au-dessus du zéro des cartes.

1.20 Coupure, Raccordement et Ragraéage

- .1 Couper, ragraéer et unifier avec l'existant aux endroits où les nouveaux travaux se raccordent à l'existant et où les ouvrages existants sont modifiés. Ceci inclus le ragraéage des ouvertures dans les travaux existants suite à l'enlèvement de services existants.

1.21 Conditions du Sol Existant

- .1 L'Entrepreneur doit effectuer sa propre évaluation de l'état du sol.
- .2 Les rapports géotechniques et l'évaluation de l'état de la structure préparés pour ce projet sont disponibles aux bureaux de TPSGC au 1045 rue Main, Unité 100, Moncton, N-B (E1C 1H1).

Personnes contact :
Garth Holder, Ing., Gestionnaire de projet :
(506) 862-9269
Jean Girouard, Ing., Gestionnaire de projet :
(506) 229-2420

1.22 Déneigement et Déglçage

- .1 Assumer l'entière responsabilité du déneigement et du déglçage requis pour accéder au chantier de construction, au quai et aux aires d'entreposages.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Documents à Soumettre .1 Dès l'attribution du contrat et avant le commencement des travaux, soumettre au Représentant du Ministère, les documents ci-dessous portant sur la gestion des travaux:
- .1 Calendrier des travaux selon les prescriptions de la présente section.
 - .2 Calendrier de soumission des dessins d'atelier selon les prescriptions de la Section 01 33 00.
 - .3 Procédures spéciales selon les exigences de verrouillage spécifiées dans la section 01 35 25.
 - .4 Plan de santé et de sécurité selon les prescriptions de la Section 01 35 29.
- 1.2 Calendrier des Travaux .1 L'Entrepreneur est informé que les installations seront utilisées par les pêcheurs et les acheteurs de poisson pendant la saison de pêche débutant mi-avril jusqu'à la fin de l'automne. La pêche au homard sera en vigueur de mai jusqu'à la fin juin et pour cette raison les structures 401, 402, 403 et 405 doivent être accessible mi-avril jusqu'à la fin juin.
- .2 L'Entrepreneur doit coordonner ses travaux en fonction des directives des Autorités Portuaires.
- .3 Sur acceptation de la soumission, soumettre:
- .1 Un calendrier détaillé des travaux (dans les sept (7) jours civils suivant l'attribution du contrat.
 - .2 Le calendrier doit indiquer toutes les dates entre le commencement et l'achèvement de tous les travaux dans le délai stipulé dans la soumission acceptée.
 - .3 Fournir suffisamment de détails dans le calendrier pour montrer clairement le plan de mise en oeuvre au complet, dans lequel doit être démontrée la coordination efficace des tâches et des ressources, pour achever l'exécution des travaux selon le délai prescrit et pour permettre une surveillance efficace de l'avancement des travaux en fonction des jalons établis.

- .4 Le calendrier des travaux doit comprendre au moins les éléments suivants:
 - .1 Diagrammes à barres (GANTT), indiquant toutes les activités, tâches et autres éléments du projet associés aux travaux, leur durée prévue et les dates projetées pour accomplir les activités clés et les principaux jalons du projet.
- .5 Le calendrier des travaux doit tenir compte et refléter les phases des travaux ainsi que les restrictions opérationnelles selon les indications des dessins.
- .6 Déterminer l'ordonnancement des travaux en collaboration avec le Représentant du Ministère. Intégrer au calendrier des travaux les articles identifiés par le Représentant du Ministère lors de l'examen.
- .7 Le calendrier des travaux définitif doit être passé en revue par le Représentant du Ministère. Prendre les mesures nécessaires pour achever les travaux dans les délais prévus. Ne pas modifier le calendrier des travaux avant qu'il soit examiné par le Représentant du Ministère.
- .8 S'assurer que tous les corps d'état du second-oeuvre et tous les sous-traitants ont été informés des restrictions relatives aux travaux et des restrictions opérationnelles prescrites.
- .9 Mises à jour du calendrier des travaux:
 - .1 Soumettre le calendrier sur une base hebdomadaire ou selon les directives du Représentant du Ministère.
 - .2 Fournir les renseignements et les détails pertinents expliquant les raisons des modifications à apporter au plan de mise en oeuvre.
 - .3 Identifier les secteurs problématiques, les délais prévus, l'impact sur le calendrier des travaux et les mesures correctrices proposées.

1.3 Restrictions
Opérationnelles

- .10 Le Représentant du Ministère fera des analyses provisoires et évaluera l'avancement des travaux en fonction du calendrier approuvé. La fréquence de ces analyses sera déterminée par le Représentant du Ministère. Traiter les problèmes et prendre les mesures correctrices pour les articles identifiés dans le cadre des analyses, selon les directives du Représentant du Ministère. Mettre le calendrier des travaux à jour en conséquence.
- .11 Dans chaque cas, un changement ou une modification du calendrier des travaux, aussi minimes que puissent être le risque ou les répercussions sur la sécurité ou les inconvénients pour le public, doit faire l'objet d'une analyse par le Représentant du Ministère.
- .1 L'Entrepreneur doit reconnaître que les utilisateurs et les activités du port seront touchés par la mise en oeuvre du présent contrat. Pendant l'exécution des travaux, l'Entrepreneur doit accorder une attention particulière à la sécurité et à la convenance de tous les utilisateurs du quai. Toutes les activités de construction doivent être planifiées et prévues en gardant cela à l'esprit. L'Entrepreneur ne sera pas autorisé à déranger toute partie du port qui n'aura pas été dotée d'installations temporaires permettant de traverser, directement et en toute sécurité, les secteurs dérangés ou autrement affectés.
- .2 Maintien de l'accès à l'installation:
 - .1 S'assurer que les entrées, les routes, les zones de chargement et les autres voies de circulation sont exemptés en tout temps de tout obstacle ou obstruction pour assurer un passage sécuritaire et continu aux utilisateurs de l'installation et au public, et ce, pendant toute la durée des travaux.

1.4 Réunions de Projets

- .1 Les réunions du projet seront effectuées par le Représentant du Ministère.
- .2 La rédaction des procès-verbaux et choisir l'heure des réunions sera la responsabilité du Représentant du Ministère.

.3 Toutes les réunions auront lieu au chantier, sauf indication contraire du Représentant du Ministère.

.4 Le surintendant de l'Entrepreneur et les sous-traitants doivent assister à toutes les réunions du projet.

1.5 Coordination des Travaux.1

L'Entrepreneur général doit assumer la responsabilité de la coordination des travaux des divers corps de métier et déterminer d'avance où les travaux de ces corps de métier sont inter reliés.

.1 Il doit désigner une personne parmi ses employés ayant la responsabilité globale d'analyser les documents contractuels et les dessins d'atelier ainsi que de planifier et de gérer cette coordination.

.2 Coopération dans l'exécution des travaux:

.1 S'assurer de la coopération entre les corps de métier de façon à faciliter l'avancement général des travaux et d'éviter des situations où les corps de métier se gêneraient mutuellement.

.2 S'assurer que chaque corps de métier offre aux autres corps de métier le temps raisonnable pour l'achèvement des travaux et agit de manière à éviter des retards inutiles, ou d'avoir besoin de défaire et de refaire des travaux achevés.

.3 Aucun coût supplémentaire au contrat ne sera accepté par le Représentant du Ministère parce que l'Entrepreneur n'aura pas coordonné efficacement toutes les parties des travaux. Les litiges entre les divers corps de métier découlant du manque d'information concernant les zones d'interaction des travaux et de l'ampleur de celles-ci, restera l'entière responsabilité de l'Entrepreneur général, qui devra les résoudre à ses propres frais.

1.6 Autres Contrats

.1 D'autres contrats peuvent être passés pendant la période où le présent contrat est en cours.

- .2 Coopérer avec les autres entrepreneurs dans l'exécution de leurs travaux respectifs et se conformer à toutes les directives du Représentant du Ministère à cet effet.
- .3 Se raccorder comme il se doit aux ouvrages des autres entrepreneurs et coordonner les travaux avec les leurs.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|---|----|--|
| <u>1.1 Sections Connexes</u> | .1 | Section 01 78 00 Documents/éléments à remettre à l'achèvement des travaux. |
| <u>1.2 Exigences Générales</u>
<u>Concernant les</u>
<u>Documents et</u>
<u>Échantillons à Soumettre</u> | .1 | Soumettre les documents et les échantillons requis au Représentant du Ministère, aux fins d'examen; ces documents, prescrits dans diverses sections du devis, comprennent les dessins d'atelier, les échantillons, les permis, les certificats de conformité, les rapports d'essai, les plans de gestion des travaux et les autres données exigées dans le cadre des travaux. |
| | .2 | Soumettre les documents et les échantillons dans les plus brefs délais et selon un ordre prédéterminé afin de ne pas retarder l'exécution des travaux et pour laisser suffisamment de temps au Représentant du Ministère pour qu'il puisse les examiner. Un retard à cet égard ne saurait constituer une raison suffisante pour obtenir une prolongation du délai d'exécution des travaux et aucune réclamation pour une prolongation en raison de celle-ci ne sera permise. |
| | .3 | Ne pas entreprendre de travaux pour lesquels on exige le dépôt de documents et d'échantillons avant que la vérification de l'ensemble des pièces soumises ne soit complètement terminée. |
| | .4 | Les caractéristiques indiquées sur les dessins d'atelier, les fiches techniques et les échantillons de produits et d'ouvrages doivent être exprimées en unités métriques du SI. |
| | .5 | Lorsque les éléments ne sont pas produits ou fabriqués en unités métriques ou encore que les caractéristiques ne sont pas données en unités SI, des valeurs converties peuvent être acceptées. |

- .6 Examiner, étamper, signer et dater les documents et les échantillons avant de les remettre au Représentant du Ministère. Par cette vérification préalable, l'Entrepreneur confirme que les exigences applicables aux travaux ont été ou seront déterminées et vérifiées, et que chacun des documents et des échantillons soumis a été examiné et trouvé conforme aux exigences des travaux et des documents contractuels. Les documents soumis non étampés, signés, datés ou identifiés au projet spécifique seront retournés sans être vérifiés et seront considérés rejetés.
- .7 S'assurer de l'exactitude des mesures prises sur place par rapport aux ouvrages adjacents touchés par les travaux.
- .8 Signaler par écrit au Représentant du Ministère, au moment de la présentation des documents et des échantillons, les écarts par rapport aux exigences des documents contractuels et les raisons de ces écarts. Identifier les variations aux documents contractuels et les limitations des produits, qui peuvent être préjudiciable à la performance de réussite des travaux.
- .9 Le fait que les documents et les échantillons soumis soient examinés par le Représentant du Ministère ne dégage en rien l'Entrepreneur de sa responsabilité de transmettre des pièces complètes, exactes et conformes aux exigences des documents contractuels, à moins que le Représentant du Ministère soumet, par écrit, l'acceptation à la divergence spécifique aux exigences des documents contractuels.
- .10 Apporter aux documents et aux échantillons les révisions ou les changements qui sont demandés par le Représentant du Ministère, en conformité avec les exigences des documents contractuels. Au moment de soumettre les documents et les échantillons de nouveau, aviser le Représentant du Ministère par écrit des modifications qui ont été apportées en sus de celles exigées.

1.3 Dessins d'Atelier et
Fiches Techniques

- .11 Conserver sur le chantier un exemplaire vérifié de chaque document soumis pendant toute la durée des travaux.
- .1 L'expression « dessins d'atelier » désigne les dessins, schémas, illustrations, tableaux, graphiques de rendement ou de performance, fiches techniques, dépliants et autre documentation que doit fournir l'Entrepreneur pour montrer en détail une partie de l'ouvrage visé.
- .2 Calendrier de soumission des dessins d'atelier:
 - .1 Soumettre, dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat et dans un format acceptable au Représentant du Ministère, un calendrier de soumission présentant une liste de tous les dessins d'atelier à soumettre pour le projet, selon les prescriptions des diverses sections du devis.
 - .2 Le calendrier doit indiquer la date de soumission proposée pour chaque élément, l'état de l'examen et la date prévue de livraison du produit au chantier. Assurer un suivi de toutes les soumissions pour l'ensemble du projet.
 - .3 Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, réviser le calendrier pour indiquer les éléments qui ont été examinés et finalisés et ceux qui ne le sont pas encore.
 - .4 Mettre à jour le calendrier aux dates prescrites ou à des intervalles prédéterminés du projet et qui ont été établis au début des travaux avec le Représentant du Ministère.
- .3 Nombre de dessins d'atelier: soumettre un nombre d'exemplaires suffisant exigé par l'Entrepreneur général et les sous-traitants, plus trois (3) exemplaires qui seront conservés par le Représentant du Ministère.

- .4 Format des dessins d'atelier:
 - .1 Diazocopies ou photocopies des dessins d'origine ou des dessins standard modifiés pour illustrer clairement les travaux particuliers aux exigences du projet. Dimensions maximales des feuilles: 1000 x 700 mm.
 - .2 Les fiches techniques du catalogue courant du fabricant, les dépliants, la documentation, les graphiques et diagrammes de rendement ou de performance utilisés pour illustrer les produits manufacturés standard doivent être la documentation d'origine pleine couleur, avec les données pertinentes clairement indiquées et l'information non pertinente supprimée.
 - .3 Les dessins illisibles, les photocopies et les télécopies ne sont pas acceptables et seront retournés sans être examinés.
- .5 Contenu des dessins d'atelier:
 - .1 Les dessins d'atelier doivent indiquer les matériaux à utiliser ainsi que les méthodes de construction, de fixation ou d'ancrage à employer, et ils doivent contenir les schémas de montage, les détails des raccordements, les notes explicatives pertinentes et tout autre renseignement nécessaire à l'exécution des travaux. Lorsque des ouvrages ou des éléments sont reliés ou raccordés à d'autres ouvrages ou à d'autres éléments, indiquer sur les dessins qu'il y a eu coordination des prescriptions, quelle que soit la section aux termes de laquelle les ouvrages ou les éléments adjacents seront fournis et installés.
 - .2 Fournir de l'information additionnelle à la documentation et aux dessins standard du fabricant pour ajouter des détails pertinents au projet.
 - .3 Supprimer l'information non pertinente au projet de tous les documents et échantillons à soumettre.

- .6 Laisser quatorze (14) jours civils au Représentant du Ministère pour examiner chaque lot de documents soumis.
- .7 Les modifications ou les corrections apportées aux dessins d'atelier par le Représentant du Ministère ne sont pas censées faire varier le prix contractuel. Si c'est le cas, cependant, en aviser le Représentant du Ministère par écrit avant d'entreprendre les travaux.
- .8 Lorsque les dessins d'atelier ont été vérifiés par le Représentant du Ministère et qu'aucune erreur ni omission n'a été décelée ou qu'ils ne contiennent que des corrections mineures, les dessins d'atelier sont retournés et les travaux de façonnage et d'installation peuvent alors être entrepris. Si les dessins d'atelier sont rejetés, la ou les copies annotées sont retournées et les dessins d'atelier corrigés doivent de nouveau être soumis selon les indications précitées avant que les travaux de façonnage et d'installation puissent être entrepris.
- .9 Prendre conscience que les coûts et les dépenses encourus par le Représentant du Ministère dans l'éventualité qu'il doive effectuer plus d'un examen des dessins d'atelier soumis et incorrectement préparés pour un matériau, un matériel ou un élément d'ouvrage particulier peuvent être transférés à l'Entrepreneur sous la forme de retenues monétaires au contrat.
- .10 Les documents soumis doivent être accompagnés d'une lettre d'envoi contenant les renseignements suivants:
 - .1 la date;
 - .2 la désignation et le numéro du projet;
 - .3 le nom et l'adresse de l'Entrepreneur;
 - .4 la désignation de chaque dessin, fiche technique et échantillon ainsi que le nombre soumis;
 - .5 toute autre donnée pertinente.
- .11 Les documents soumis doivent porter ou indiquer ce qui suit:
 - .1 la date de préparation et les dates de révisions;
 - .2 la désignation et le numéro du projet;

- .3 le nom et l'adresse des personnes suivantes:
 - .1 le sous-traitant;
 - .2 le fournisseur;
 - .3 le fabricant;
- .4 l'estampille de l'Entrepreneur, signée par le représentant autorisé de ce dernier, certifiant que les documents soumis sont approuvés, que les mesures prises sur place ont été vérifiées et que l'ensemble est conforme aux exigences des documents contractuels;
- .5 les renvois à des détails particuliers des dessins contractuels et à des numéros de section du devis que la soumission des dessins d'atelier aborde;
- .6 les détails pertinents visant les portions de travaux concernées:
 - .1 les matériaux et les détails de fabrication;
 - .2 la disposition ou la configuration, avec les dimensions, y compris celles prises sur place, ainsi que les jeux et les dégagements;
 - .3 les détails concernant le montage ou le réglage;
 - .4 les caractéristiques telles la puissance, le débit ou la contenance;
 - .5 les caractéristiques de performance;
 - .6 les normes de référence;
 - .7 les liens avec les ouvrages adjacents.
- .12 Distribuer des exemplaires des dessins d'atelier et des fiches techniques une fois que le Représentant du Ministère en a terminé la vérification.

- .13 L'examen des dessins d'atelier par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) ou par son Expert-conseil autorisé vise uniquement à vérifier la conformité au concept général des données indiquées sur ces derniers. Cet examen ne signifie pas que le Ministère approuve l'avant-projet détaillé présenté dans les dessins d'atelier, responsabilité qui incombe à l'Entrepreneur qui les soumet, et ne dégage pas non plus ce dernier de l'obligation de transmettre des dessins d'atelier complets et exacts, et de se conformer à toutes les exigences des travaux et des documents contractuels. Sans que la portée générale de ce qui précède en soit restreinte, il importe de préciser que l'Entrepreneur est responsable de l'exactitude des dimensions confirmées sur place, de la fourniture des renseignements visant les méthodes de façonnage ou les techniques de construction et d'installation et de la coordination des travaux exécutés par tous les corps des métiers.

1.4 Échantillons de Produits

- .1 Soumettre des échantillons de produits aux fins d'examen, selon les prescriptions des sections techniques du devis. Étiqueter les échantillons en indiquant leur origine et leur destination prévue.
- .2 Expédier les échantillons au bureau du Représentant du Ministère ou à une autre adresse, selon les directives. Il est interdit de laisser les échantillons au chantier de construction à moins qu'ils aient déjà été approuvés.
- .3 Avertir le Représentant du Ministère par écrit, au moment de la soumission, des écarts dans les échantillons provenant des exigences des documents contractuels.
- .4 Les ajustements effectués sur des échantillons par le Représentant du Ministère ne sont pas destinés à varier le prix contractuel. Si des ajustements affectent la valeur du travail, l'Entrepreneur doit aviser par écrit le Représentant du Ministère avant de procéder aux travaux.

- .5 L'Entrepreneur doit faire les changements exigés par le Représentant du Ministère dans les échantillons, conformément aux documents contractuels.
- .6 Les échantillons examinés et approuvés deviendront la norme de référence à partir de laquelle la qualité des matériaux et la qualité d'exécution des ouvrages finis et installés seront évaluées.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

- | | | | |
|------------|---------------------------------------|----|---|
| <u>1.1</u> | <u>Section Connexes</u> | .1 | Section 01 35 29 Santé et sécurité. |
| <u>1.2</u> | <u>Contenu de la Section</u> | .1 | Exigences de sécurité en cas d'incendie. |
| | | .2 | Permis de travail à chaud. |
| <u>1.3</u> | <u>Références</u> | .1 | Les normes de protection incendie suivantes établies par les Services de protection contre les incendies de Ressources humaines et Développement des compétences Canada : |
| | | .1 | Norme du Commissaire des incendies du Canada (CI) n° 301, Norme pour travaux de construction, juin 1982. |
| | | .2 | Norme du CI n° 302, Norme pour soudage et découpage, juin 1982. |
| | | .3 | Les normes du CI peuvent être consultées au bureau régional des Services de protection contre les incendies (anciennement connu sous le nom du Commissariat des incendies du Canada), situé au 99, chemin Wyse, 8e étage, Dartmouth (N.-É.), tél. : 902-426-6053. |
| <u>1.4</u> | <u>Définitions</u> | .1 | L'expression « travail à chaud » désigne : |
| | | .1 | les travaux de soudage; |
| | | .2 | la découpe de matériaux ou de matériels au moyen d'un chalumeau ou de tout autre dispositif comportant une flamme nue; |
| | | .3 | le meulage avec de matériaux à l'aide d'un équipement qui produit des étincelles; |
| | | .4 | l'utilisation de chalumeaux à flamme nue. |
| <u>1.5</u> | <u>Documents à Soumettre</u> | .1 | Soumettre à l'Ingénieur, aux fins d'examen un exemplaire des procédures de travail à chaud et un exemplaire du permis de travail à chaud, au plus tard quatorze (14) jours civils après l'attribution du contrat. |
| <u>1.6</u> | <u>Exigences de Sécurité Incendie</u> | .1 | Mettre en œuvre les mesures de sécurité incendie ci-après et s'assurer qu'elles sont observées durant les travaux. Se conformer aux mesures suivantes : |
| | | .1 | Code national de prévention des incendies. |

- .2 Norme du commissaire des incendies du Canada (CI) no 301 et no 302.
 - .3 Lois et règlements fédéraux et provinciaux sur la santé et la sécurité au travail.
- .2 En cas de divergence entre les dispositions des autorités susmentionnées, la disposition la plus stricte s'appliquera. En cas de mésentente sur la détermination de cette dernière, le représentant du ministère tranchera.
- 1.7 Autorisation de Travaux à Chaud
 - .1 Obtenir l'autorisation écrite du représentant du ministère avant de commencer un travail à chaud sur le chantier dans le cadre du présent contrat.
 - .2 Pour demander une autorisation de travail à chaud, soumettre les documents/éléments suivants à l'Ingénieur :
 - .1 les procédures de travail à chaud dactylographiées, qui doivent être respectées sur le chantier, énoncées ci-après;
 - .2 le type de travail à exécuter et la fréquence des interventions de ce genre;
 - .3 un exemplaire du permis de travaux à chaud à utiliser.
 - .3 Une fois qu'on lui aura confirmé que des mesures de sécurité efficaces seront mises en place pour le travail à chaud, l'Ingénieur accordera l'autorisation de commencer le travail.
 - .1 Le représentant du ministère ne délivrera qu'une seule autorisation écrite pour toute la durée des travaux.
 - .2 Au préalable, le représentant du ministère pourra désigner certaines portions des travaux comme « entités distinctes », lesquelles nécessiteront une autorisation distincte.
 - .4 Les exigences pour les autorisations distinctes seront fondées sur les éléments suivants :
 - .1 la nature ou le lot des travaux;
 - .2 le risque pour l'exploitation de l'installation;

- .3 le nombre des divers corps de métier qui doivent effectuer des travaux à chaud dans le cadre du projet;
 - .4 toute autre situation jugée nécessaire par le représentant du ministère pour assurer la sécurité incendie sur les lieux.
 - .5 Il est interdit de commencer un travail à chaud avant d'avoir d'en avoir reçu l'autorisation écrite du représentant du ministère.
- 1.8 Procédures de Travail à Chaud
- .1 Élaborer des procédures de travail à chaud, lesquelles devront être observées lorsque de tels travaux sont requis dans le cadre du présent contrat.
 - .2 Les procédures de travail à chaud doivent comprendre ce qui suit :
 - .1 Une obligation d'évaluation des risques du chantier ou du voisinage immédiate du lieu de travail, conformément aux exigences de l'évaluation des dangers au Plan de sécurité de la section 01 35 29. Faire une évaluation des risques pour chaque travail à chaud.
 - .2 Utilisation d'un permis de travail à chaud avec un permis écrit individuellement délivré par le surintendant de l'Entrepreneur à un travailleur ou à un sous-traitant particulier autorisant l'exécution d'un travail à chaud.
 - .3 Un permis est nécessaire pour chaque activité à chaud.
 - .4 La désignation d'un gardien de sécurité incendie pour veiller sur place à la sécurité d'activité, pendant au moins 60 minutes, immédiatement après du travail à chaud est terminé.
 - .5 La conformité aux normes et aux codes de sécurité incendie et au règlement en matière de santé et sécurité au travail qui sont prescrits dans le présent devis.

- .3 Si on utilise des procédures générales de travail à chaud, celles-ci doivent être modifiées, augmentées des informations pertinentes et adaptées afin de tenir compte des conditions particulières au chantier. Ces procédures devront être désignées procédures de travail à chaud applicables au présent contrat.
- .4 Les procédures de travail à chaud doivent énoncer clairement les responsabilités :
 - .1 des travailleurs,
 - .2 de la personne autorisée à délivrer un permis de travail à chaud,
 - .3 du gardien de sécurité incendie,
 - .4 des sous-traitants et de l'Entrepreneur.
- .5 Informer tous les travailleurs et les sous-traitants du système de procédures et de permis de travail à chaud. Faire observer rigoureusement ces procédures.
- .6 Le non-respect des procédures de travail à chaud établies peut entraîner l'émission d'un avis de non-conformité, lequel avis peut être accompagné des mesures disciplinaires mentionnées à la Section 01 35 29.

1.9 Permis de Travail à
Chaud

- .1 Le permis de travail à chaud doit contenir les informations suivantes :
 - .1 le nom et numéro du projet ;
 - .2 le secteur où le travail à chaud sera effectué ;
 - .3 la date à laquelle le permis a été délivré;
 - .4 une description des travaux à effectuer ;
 - .5 les précautions particulières à prendre, y compris le type d'extincteur d'incendie à garder sur place ;
 - .6 le nom et la signature de la personne autorisées à délivrer le permis ;
 - .7 le nom des travailleurs visés par le permis ;
 - .8 la durée de la validité du permis au plus 8 heures, avec indication de la date et de l'heure du début et de la fin de la validité ;
 - .9 la signature du travailleur avec la date et l'heure de la fin du travail à chaud.

- .10 la période précise durant laquelle un gardien de sécurité incendie devra être poste ;
 - .11 le nom et la signature du gardien de sécurité incendie, avec la date et l'heure.
 - .2 Le permis doit être un formulaire dactylographié. On pourra utiliser des formulaires standards employés dans l'industrie, pourvu que toutes les rubriques ci-dessus y figurent.
 - .3 Chaque permis de travail à chaud doit être rempli complètement et signé, puis remis au surintendant l'Entrepreneur, qui le gardera en lieu sûr sur le chantier.
- 1.10 Documents à Conserver sur le Chantier
- .1 Conserver sur le chantier tous les permis de travail à chaud délivrés ainsi que les documents relatifs à l'évaluation des risques pour la durée des travaux.
 - .2 Sur demande, mettre les permis de travail à chaud ainsi que les évaluations des risques à la disposition du représentant du ministère ou du représentant de sécurité autorisé pour qu'ils puissent les examiner.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

<u>1.1 Sections Connexes</u>	.1	Section 01 35 29 Santé et sécurité.
<u>1.2 Description</u>	.1	Procédures pour isoler et verrouiller, y compris l'installation électrique et les autres équipements, de la source d'énergie.
<u>1.3 Références</u>	.1	CSA C22.1-2002 – Code canadien de l'électricité, Partie 1, Norme de sécurité des installations électriques
	.2	CSA C22.3 No. 1-M87 (R2001) – Réseaux aériens.
	.3	CSA C22.3 No. 7-94 (R2000) – Réseaux souterrains.
	.4	COSH, Règlements d'Hygiène et sécurité au travail Canada établis en vertu de la Partie II du Code canadien du travail.
<u>1.4 Définitions</u>	.1	Installation électrique : désigne tout réseau, équipement, dispositif, appareil, câblage, conducteur, ensemble ou partie de ceux-ci qui est utilisé pour la production, la transformation, le transport, la distribution, l'entreposage, le contrôle, la mesure ou l'utilisation de l'énergie électrique et qui a un ampérage et une tension qui sont dangereux pour les personnes.
	.2	Garantie d'isolation : désigne une garantie faite par une personne compétente en charge que cette installation ou cet équipement est isolé.
	.3	Mettre hors tension : signifie, dans un sens électrique, qu'une pièce d'équipement est isolée et mise à la masse ex. : si l'équipement est alimenté à la masse, il ne peut être considéré mis hors tension.
	.4	Protégé : signifie qu'un équipement ou une installation est couverte, protégée par un écran, clôturée, enclose, inaccessible ou protégée par tout autre moyen, de façon à prévenir ou réduire, dans la mesure de ce qui est pratique, les dangers pour toute personne qui pourrait toucher ou approcher cet article.

- .5 Isoler : signifie qu'une installation électrique, de l'équipement mécanique ou de la machinerie est séparée ou débranchée de toute source d'énergie électrique, mécanique, hydraulique, pneumatique ou toute autre source d'énergie pouvant la rendre dangereuse.
- .6 Alimenté / énergisé : signifie qu'une installation électrique produit, contient, entrepose ou est branchée par moyens électriques à une source de courant alternatif ou direct dangereuse ou contient de l'énergie hydraulique, pneumatique ou autre forme d'énergie pouvant rendre l'installation dangereuse pour les personnes.

1.5 Exigences de Conformité .1

- Effectuer les verrouillages conformément à :
 - .1 Code canadien de l'électricité.
 - .2 Lois fédérales et provinciales et règlements sur l'hygiène et la sécurité au travail telles que précisées à la section 01 35 29.
 - .3 Règlements et code de pratique s'appliquant à l'équipement mécanique ou toute autre machinerie qui est mise hors tension.
 - .4 Procédures décrites dans les présentes.
- .2 En cas de conflit entre les dispositions des autorités ci-dessus, les dispositions les plus rigoureuses prévaudront. En cas de conflit pour déterminer les exigences les plus rigoureuses, le représentant du ministère déterminera les mesures à suivre.

1.6 Soumissions

- .1 Soumettre une copie des procédures de verrouillage proposées et un échantillon des étiquettes de verrouillage pour vérification.
- .2 Soumettre la documentation dans un délai de 14 jours ouvrables après l'adjudication du contrat. Ne pas aller de l'avant avec les travaux avant que la documentation soumise soit vérifiée par le représentant du ministère.
- .3 Soumettre la documentation ci-dessus conformément aux exigences générales de soumission décrites à la section 01 33 00.

1.7 Isolation des Services
Existants

- .4 Soumettre à nouveau les procédures de verrouillage avec les révisions qui peuvent découler de la vérification par le représentant du ministère.
- .1 Obtenir l'approbation écrite du représentant du ministère avant d'effectuer des travaux sur une installation ou un service existant, qui est actif ou alimenté, dans le cadre des travaux, et avant d'aller de l'avant avec le verrouillage de ces services ou de cette installation.
- .2 Afin d'obtenir l'autorisation, soumettre la documentation suivante à l'ingénieur :
 - .1 Demande écrite d'isolation du service ou de l'installation et
 - .2 Copie des procédures de verrouillage de l'entrepreneur.
- .3 Faire une demande d'isolation pour chaque cas, sauf indication contraire de la part du représentant du ministère et comme suit :
 - .1 Remplir les formulaires standards utilisés actuellement à l'installation sur demande de l'ingénieur ou
 - .2 Si aucun formulaire n'existe à l'installation, présenter une demande écrite identifiant :
 - .1 Identification du réseau ou de l'équipement à isoler, y compris son emplacement ;
 - .2 Durée, en indiquant l'heure et la date du début et l'heure et la date d'achèvement, que l'isolation sera en place.
 - .3 Tension de l'alimentation au réseau ou à l'équipement isolé.
 - .4 Nom de la personne faisant la demande.
- .4 Ne pas aller de l'avant avant d'avoir reçu un avis écrit du représentant du ministère accordant la demande d'isolation et autorisant les travaux d'isolation de l'équipement ou de l'installation désignés. Le représentant du ministère peut désigner une autre personne à l'installation comme personne autorisée à accorder la demande d'isolation.

- .5 Effectuer une fermeture sûre et en ordre de l'équipement ou des installations, mettre hors tension et isoler l'électricité et les autres sources d'énergie et verrouiller les articles conformément aux exigences de la clause 1.8 ci-dessous.
- .6 Déterminer à l'avance, dans la mesure du possible, en collaboration avec l'ingénieur, le type et la fréquence des situations qui nécessiteront une demande d'isolation. Suivre les directives du représentant du ministère à ce sujet.
- .7 Planifier et organiser l'arrêt des services existants en consultation avec le représentant du ministère et le gestionnaire de l'installation. Minimiser l'impact et l'arrêt des activités de l'installation.
- .8 Effectuer une évaluation des dangers dans le cadre du processus de planification de l'isolation de l'équipement et des installations existantes. Les évaluations des dangers doivent être conformes aux exigences d'hygiène et sécurité, section 01 35 29.

1.8 Verrouillage

- .1 Mettre hors tension, isoler et verrouiller l'installation électrique, l'équipement mécanique et la machinerie pour toutes les sources d'énergie potentielles avant de travailler sur ces articles.
- .2 Élaborer et mettre en œuvre des procédures de verrouillage précises et nettes qui doivent être suivies pendant les travaux.
- .3 Préparer des procédures de verrouillage dactylographiées décrivant les pratiques de travail sûres, les procédures, les responsabilités des travailleurs et la séquence des activités à suivre sur le chantier par les travailleurs pour isoler une pièce d'équipement ou une installation électrique de façon sûre et pour verrouiller efficacement et étiqueter ses sources d'énergie.

- .4 Inclure, dans le cadre des procédures de verrouillage, un système de permis de verrouillage géré par le Surintendant de l'Entrepreneur ou une autre personne qualifiée désignée par ce dernier comme étant « en charge » sur le chantier.
 - .1 Un permis de verrouillage doit être émis au travailleur précis fournissant une Garantie d'isolation avant chaque activité quand le travail doit être effectué sur de l'équipement ou une installation électrique sous tension.
 - .2 Les tâches de la personne gérant le système de permis comprennent :
 - .1 Émission des permis et étiquettes de verrouillage aux travailleurs.
 - .2 Détermination de la durée des permis.
 - .3 Tenue d'un dossier des permis et des étiquettes émis.
 - .4 Demandes d'isolation au représentant du ministère lorsque c'est requis, tel qu'indiqué ci-dessus.
 - .5 Désignation d'un surveillant de sécurité quand c'est requis selon le type de travail.
 - .6 Assurance que l'équipement ou l'installation a été isolée correctement.
 - .7 Collecte et protection des étiquettes de verrouillage retournées par les travailleur comme dossier de l'activité.
- .5 Établir clairement, décrire et attribuer les responsabilités des personnes suivantes :
 - .1 Travailleurs.
 - .2 Personne gérant le permis de verrouillage
 - .3 Surveillant de sécurité.
 - .4 Sous-traitants et Entrepreneur général.
- .6 Les procédures génériques, si elles sont utilisées, doivent être modifiées et complétées par l'information pertinente reliée aux exigences spécifiques du projet.
 - .1 Étiqueter clairement le document comme étant les Procédures de verrouillage s'appliquant aux travaux du présent contrat.

1.9 Conformité

- .7 Utiliser des dispositifs d'isolation d'énergie conçus spécialement et appropriés pour le type d'installation ou d'équipement qui est verrouillé.
- .8 Utiliser les étiquettes de verrouillage normalisées de l'industrie.
- .9 Fournir une mise à la masse appropriée et des protections au besoin.
- .1 Assurer que les procédures de verrouillage établies pour le projet en place sont suivies rigoureusement. Mettre en application l'utilisation et la conformité par tous les travailleurs.
- .2 Faire une présentation à toutes les personnes travaillant sur les installations électriques, l'équipement mécanique et tout autre équipement alimenté par une source d'énergie conformément aux exigences de la présente section.
- .3 Le manquement d'effectuer les verrouillages conformément aux exigences législatives ou de suivre les procédures précisées dans les présentes peut entraîner l'émission d'un avis de non-conformité à la discrétion de l'ingénieur avec des mesures disciplinaires imposées tel qu'indiqué à la section 01 35 29.

1.10 Documents

- .1 Afficher les procédures de verrouillage sur le chantier à un emplacement commun pour visionnement par les travailleurs.
- .2 Garder des copies de la demande d'isolation soumise au représentant du ministère et des procédures de verrouillage émises aux travailleurs dans le cadre des travaux pour toute la durée du projet.
- .3 Sur demande, mettre ces données à la disposition du représentant du ministère ou du représentant autorisé de sécurité pour inspection.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Définitions

- .1 RCSST : Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail, établi en vertu de la Partie II du Code canadien du travail.
- .2 Personne compétente : s'entend de toute personne qui présente les qualités suivantes.
 - .1 Elle est qualifiée en matière de connaissances personnelles, de formation et d'expérience pour exécuter les travaux assignés de façon à assurer la santé et la sécurité des personnes sur les lieux de travail.
 - .2 Elle connaît les dispositions des statuts et règlements en matière de santé et sécurité qui s'appliquent aux travaux.
 - .3 Elle est au courant des dangers éventuels ou réels que pose le travail pour la santé et la sécurité.
- .3 Blessure nécessitant des soins médicaux : toute blessure mineure ayant nécessité un traitement médical et dont le coût est payé par la commission des accidents du travail de la province où est survenue la blessure.
- .4 ÉPI : équipement de protection individuel.
- .5 Chantier : aux endroits où ce terme apparaît dans la présente section, il signifie les zones, situées sur les lieux où les travaux sont exécutés, utilisées par l'Entrepreneur pour effectuer toutes les activités liées à l'exécution des travaux.

1.2 Documents/ Échantillons à Soumettre

- .1 Produire les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00.
- .2 Soumettre un plan de santé et sécurité propre au chantier avant de commencer les travaux.
 - .1 Soumettre le plan dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'avis d'acceptation de la soumission. Fournir trois (3) exemplaires.
 - .2 Le Représentant du Ministère examinera le plan de santé et sécurité et le commentera.

- .3 Réviser le plan au besoin et le soumettre à nouveau dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception des commentaires.
 - .4 L'examen du plan par le Représentant du Ministère et ses commentaires à ce sujet ne doivent pas être interprétés comme une acceptation, une approbation ou une garantie implicite d'aucune sorte par le Canada, et ne réduisent pas la responsabilité générale de l'Entrepreneur quant à la santé et la sécurité sur le chantier
 - .5 Soumettre les révisions et mises à jour apportées au plan pendant les travaux.
 - .3 Fournir le nom du représentant de chantier en santé et sécurité désigné, ainsi que les documents justificatifs prescrits dans le plan de sécurité.
 - .4 Soumettre le permis de construire, les certificats de conformité et les autres permis obtenus.
 - .5 Remettre une copie de la lettre en bonne et due forme de la commission des accidents du travail ou du ministère du travail de la province.
 - .1 Remettre une mise à jour de la lettre en bonne et due forme lorsqu'une date d'expiration arrive pendant les travaux.
 - .6 Remettre des exemplaires des directives ou des rapports préparés par les inspecteurs en santé et sécurité des gouvernements fédéral, provincial et territorial.
 - .7 Remettre des exemplaires des rapports d'incidents.
 - .8 Soumettre les fiches signalétiques (FS) du SIMDUT.
- 1.3 Exigences de Conformité .1 Respecter la loi sur la santé et la sécurité au travail du Nouveau-Brunswick, et les règlements généraux établis en application de la loi.

- .2 Respecter la Partie II du Code canadien du travail (qui porte le titre Santé et sécurité au travail), le Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail (RCSST) et tout autre règlement pris en vertu de la loi.
 - .1 On peut consulter le Code canadien du travail à l'adresse <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/L-2/>.
 - .2 On peut consulter le RCSST à l'adresse <http://laws.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS86-304/>.
 - .3 On peut obtenir un exemplaire à l'adresse suivante : Éditions du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa (Ontario), K1A 0S9. Tél. : 819-956-4800 (1 800-635-7943). Publication no L31-85/2000 E ou F.
- .3 Observer les mesures de sécurité en construction indiquées dans les documents suivants.
 - .1 La partie 8 du Code national du bâtiment du Canada.
 - .2 Les règlements et ordonnances municipaux.
- .4 En cas de divergence ou de contradiction entre les exigences prescrites ci-dessus, les plus strictes prévaudront.
- .5 Souscrire et maintenir en vigueur une assurance contre les accidents du travail en règle pour toute la durée du contrat. Fournir une preuve de la cote de fiabilité au moyen de la lettre en bonne et due forme.
- .6 Surveillance médicale : Lorsque les lois ou règlements le prescrivent, obtenir et tenir la documentation sur la surveillance médicale des travailleurs.

1.4 Responsabilité

- .1 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection des biens situés sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.

- .2 Respecter et faire respecter, par tous les travailleurs, sous-traitants et autres personnes ayant accès au chantier, les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, dans les ordonnances et les règlements locaux, provinciaux et fédéraux applicables, ainsi que dans le plan de santé et de sécurité propre au chantier.
- 1.5 Contrôle de l'Accès au Chantier
- .1 Contrôler les travaux et les points d'accès au chantier. Ne laisser entrer que les travailleurs et les personnes autorisées. Intercepter et renvoyer immédiatement les personnes non autorisées.
 - .1 Le Représentant du Ministère fournira les noms des personnes à qui il a accordé l'accès au chantier. Il s'assurera en outre que ces personnes possèdent les connaissances et la formation requises en santé et sécurité nécessaires pour accéder au chantier. Toutefois, l'Entrepreneur demeure responsable de la santé et de la sécurité des personnes autorisées qui se trouvent sur le chantier.
 - .2 A l'aide de moyens appropriés, délimiter le chantier et l'isoler des autres aires de la propriété.
 - .1 Selon les besoins, ériger des clôtures, des palissades, des barricades et des dispositifs d'éclairage pour délimiter clairement le chantier, empêcher l'accès non autorisé, protéger les piétons et les véhicules sur le chantier et autour, et assurer un environnement sans danger.
 - .2 Placer des écriteaux, aux points d'entrée et autres points stratégiques, qui indiquent un accès restreint et les conditions d'accès.
 - .3 Utiliser des écriteaux de fabrication professionnelle avec affichage dans les deux langues officielles ou symboles internationaux.
 - .3 Fournir une séance préparatoire en sécurité aux personnes à qui l'accès au chantier a été autorisé. Informer ces personnes des dangers et des règles de sécurité devant être respectées sur le chantier.

- .4 S'assurer que les personnes à qui l'accès au chantier a été autorisé portent l'ÉPI adéquat. Fournir un tel équipement aux autorités responsables de l'inspection qui exigent l'accès pour effectuer des essais ou des inspections.
 - .5 Bloquer l'accès au chantier en dehors des heures de travail ou lorsqu'il est inoccupé, et de façon à protéger les personnes contre les blessures. Prévoir la présence d'un gardien de sécurité lorsque la protection adéquate ne peut être assurée autrement.
- 1.6 Protection
 - .1 Accorder à la santé et à la sécurité des personnes et à la protection de l'environnement la priorité sur les questions liées au coût et au calendrier des travaux.
 - .2 Si une situation ou un risque particulier ou imprévu lié à la sécurité survient durant l'exécution des travaux, prendre immédiatement des mesures pour corriger la situation et prévenir des dommages ou blessures. En informer le Représentant du Ministère de vive voix et par écrit.
- 1.7 Production de l'Avis de Projet
 - .1 Avant le début des travaux, envoyer l'avis de projet aux autorités provinciales en matière de santé et sécurité pertinentes.
 - .1 Au besoin, le Représentant du Ministère aidera à localiser l'adresse.
- 1.8 Permis
 - .1 Sur le chantier, afficher les permis, les licences et les certificats de conformité, conformément aux prescriptions de la section 01 10 10.
 - .2 Lorsqu'on ne peut obtenir un certificat de conformité ou un permis particulier, en informer le Représentant du Ministère par écrit et ne pas entreprendre la partie applicable des travaux avant d'avoir obtenu l'approbation.
- 1.9 Évaluation des Risques
 - .1 Évaluer les risques en matière de santé et sécurité liés au chantier et à l'emplacement.

- .2 Effectuer l'évaluation initiale avant le début des travaux et, au besoin, d'autres évaluations au cours de ces travaux, y compris à l'arrivée de nouveaux corps de métiers et sous-traitants au chantier.
 - .3 Consigner les résultats et adapter le programme de santé et sécurité en conséquence.
 - .4 Conserver la documentation sur place pour toute la durée des travaux.
- 1.10 Conditions Propres au
Projet/Chantier
- .1 Voici les risques potentiels en matière de santé, d'environnement et de sécurité auxquels les travailleurs peuvent être exposés à l'emplacement.
 - .1 Produits dangereux et contrôlés existants, entreposés sur place.
 - .1 Réservoir de pétrole.
 - .2 Réservoir de l'huile usée.
 - .2 Substances dangereuses ou matières contaminées des bâtiments existantes.
 - .1 Bois créosotés et traités à l'arséniate de cuivre chromaté utilisés pour la construction du quai.
 - .3 Conditions latentes et environnementales connues du chantier.
 - .1 Condition structural du quai.
 - .1 La condition structural existante du mur de direction n'est pas considérée structuralement adéquate pour soutenir des charges.
 - .2 Environnement maritime.
 - .1 Travail au-dessus et dans l'eau.
 - .2 Courant d'eau fort dans le chenal.
 - .3 Site exposé aux vagues.
 - .4 Site exposé à des tempêtes maritime.
 - .3 Météo saisonnier:
L'hiver.
 - .1 Temps froid, verglas et la neige.
 - .2 Surface de travail et matériel de construction couvert de glace.

- .3 Glace dans le havre.
 - .4 Hypothermie.
 - .4 Clous, crampons, boulons, écrous et autres éléments métalliques rouillés.
 - .4 Activité du jour au quai:
 - .1 Navires.
 - .2 Chargement et déchargement au quai.
 - .3 Pêcheurs accédant leur bateau pour la pêche.
 - .4 Circulation sur le quai.
 - .5 Condition structural des palplanches en acier.
 - .1 Les palplanches en acier sont détériorées.
 - .2 L'équipement de construction est limité au milieu du quai de la structure. Il y a des trous dans la palplanche en acier et la palplanche en acier est affaiblie.
 - .3 Aucun accès ou chargement sera permis sur la structure 301.
 - .2 La liste ci-dessus n'est pas exhaustive; elle ne comprend pas tous les risques potentiels pour la santé et la sécurité auxquels l'Entrepreneur sera confronté durant l'exécution de ces travaux.
 - .3 Inclure les éléments susmentionnés dans l'évaluation des risques liés aux travaux.
 - .4 On peut obtenir, auprès du Représentant du Ministère, les FS des produits dangereux et contrôlés pertinents et entreposés à l'emplacement.
- 1.11 Réunions
- .1 Assister à la réunion de santé et de sécurité préalable aux travaux, convoquée et tenue sous la présidence du Représentant du Ministère avant le début des travaux, à l'heure, à la date et à l'emplacement déterminés par le Représentant du Ministère. S'assurer de la présence des intervenants suivants.
 - .1 Le Contremaître.
 - .2 Le représentant en santé et sécurité désigné du chantier.
 - .3 Les sous-traitants.
 - .2 Pendant les travaux, tenir des réunions sur l'outillage et

la sécurité à intervalles réguliers, conformément aux règlements sur la santé et la sécurité au travail.

.3 Garder les documents sur place.

1.12 Plan de Santé et de
Sécurité

.1 Avant de commencer les travaux, rédiger un plan de santé et de sécurité propre aux travaux. Mettre en oeuvre, tenir à jour et améliorer le plan pendant toute la durée des travaux et jusqu'à l'achèvement des derniers travaux sur le chantier.

.2 Le plan de santé et de sécurité doit comprendre les éléments suivants.

.1 La liste des dangers et des risques pour la santé et la sécurité relevés dans le processus d'évaluation des risques.

.2 Les mesures de contrôle utilisées pour atténuer les dangers et risques relevés.

.3 Le plan d'intervention en cas d'urgence sur les lieux, indiqué ci-dessous.

.4 Le plan de communication sur les lieux, indiqué ci-dessous.

.5 Le nom du représentant en santé et sécurité du chantier désigné par l'Entrepreneur, l'information qui atteste sa compétence et son rapport hiérarchique au sein de l'entreprise de l'Entrepreneur.

.6 Les noms, les compétences et le rapport hiérarchique du reste du personnel de surveillance présent sur le chantier à des fins de santé et de sécurité au travail.

.3 Le plan d'intervention en cas d'urgence sur les lieux doit comprendre ce qui suit.

.1 Les procédures d'exploitation, les mesures d'évacuation et le processus de communication en cas d'urgence doivent être mis en oeuvre.

.2 Le plan d'évacuation : plans de l'emplacement et

- des étages montrant les voies d'évacuation et les zones de rassemblement. Détails sur les méthodes de signalement d'alarme, les exercices d'incendie et l'emplacement du matériel de lutte contre l'incendie, et autres données connexes.
- .3 Le nom, les tâches et les responsabilités des personnes désignées comme agent(s) de secours et adjoints.
 - .4 Les personnes-ressources avec qui communiquer en cas d'urgence : noms et numéros de téléphone des représentants des intervenants suivants.
 - .1 L'Entrepreneur général et les sous-traitants.
 - .2 Les ministères et autorités compétentes fédéraux et provinciaux qui s'appliquent.
 - .3 Les ressources d'intervention locales.
 - .5 Harmoniser le plan avec celui d'intervention en cas d'urgence et d'évacuation de l'installation. Le Représentant du Ministère fournira les données pertinentes, y compris les noms des personnes-ressources de TPSGC et du service de gestion de l'installation.
- .4 Le plan de communication sur les lieux doit comprendre ce qui suit.
- .1 La marche à suivre pour transmettre l'information sur la sécurité au travail, y compris les mesures d'urgence et d'évacuation, aux travailleurs et aux sous-traitants.
 - .2 La liste des activités critiques, à communiquer au Gestionnaire de l'installation, qui risquent de causer préjudice à la santé et à la sécurité des usagers de l'installation.
- .5 Veiller à toutes les activités liées aux travaux, y compris celles des sous-traitants.
- .6 Examiner le plan de santé et de sécurité régulièrement

pendant les travaux. Le mettre à jour lorsque les conditions présentent de nouveaux risques et dangers, par exemple l'arrivée d'un nouveau corps de métier ou sous-traitant au chantier.

.7 Le Représentant du Ministère transmettra ses observations par écrit si le plan comporte des anomalies ou s'il soulève des préoccupations; il peut exiger la soumission d'un plan révisé qui permettra de corriger ces anomalies ou d'éliminer ces préoccupations.

.8 Afficher une copie du plan et les mises à jour bien en vue sur le chantier.

1.13 Surveillance de la
Sécurité

.1 Faire appel à un représentant en santé et sécurité sur le chantier qui surveillera quotidiennement les aspects de santé et sécurité relatifs aux travaux.

.2 Le représentant en santé et sécurité du chantier peut être le Contremaître ou une autre personne désignée par l'Entrepreneur, et aura la responsabilité et l'autorité de faire ce qui suit.

.1 Mettre en oeuvre, surveiller et faire respecter quotidiennement les exigences en matière de santé et sécurité au travail.

.2 Suivre de près et appliquer le plan de santé et de sécurité propre au site de l'Entrepreneur.

.3 Fournir une séance préparatoire en sécurité aux personnes à qui l'accès au chantier a été autorisé.

.4 S'assurer que les personnes à qui l'accès à l'emplacement a été autorisé sont compétentes et bien formées en santé et sécurité relativement à leurs activités à cet emplacement, ou qu'elles sont escortées par une personne compétente lorsqu'elles sont sur le chantier.

.5 Interrompre les travaux si des motifs de santé et sécurité l'exigent.

.3 Le représentant en santé et sécurité du chantier doit présenter les qualités suivantes.

.1 Être qualifié et compétent en santé et sécurité au

- travail.
- .2 Posséder une expérience pratique sur un chantier où ont été menées des activités liées aux travaux.
- .3 Être sur le chantier en permanence durant l'exécution des travaux.
- .4 Tout le personnel de surveillance affecté au chantier doit être compétent.
- .5 Inspections :
 - .1 Effectuer des inspections périodiques de la sécurité sur le chantier sur une base au moins bihebdomadaire. Consigner les déficiences et les mesures correctives prises.
 - .2 Assurer un suivi et s'assurer que les mesures correctives ont été appliquées.
- .6 Collaborer avec le représentant en santé et sécurité au travail de l'installation, si le Représentant du Ministère en désigne un.
- .7 Garder les rapports d'inspection et la documentation sur la surveillance sur le chantier.

1.14 Formation

- .1 Sur le chantier, employer seulement des travailleurs qualifiés, qui ont été bien formés en procédures et pratiques de santé et sécurité au travail pertinentes aux tâches qui leur sont assignées.
- .2 Tenir les dossiers des employés et les preuves de la formation reçue. Mettre ces données à la disposition du Représentant du Ministère, sur demande.
- .3 En présence de conditions ou de risques particuliers ou imprévus pouvant compromettre la sécurité durant l'exécution des travaux, observer les procédures mises en place concernant le droit de l'employé de refuser d'effectuer un travail dangereux, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et en informer le Représentant du Ministère de vive voix et par écrit.

1.15 Règles de Sécurité de

- .1 Malgré l'obligation de l'Entrepreneur de se conformer

<u>Base Propres au Site</u>		aux règlements des gouvernements fédéral et provincial sur la santé et la sécurité, s'assurer que les règles de sécurité minimales suivantes sont respectées par les personnes ayant accès au chantier.
	.1	Porter l'ÉPI approprié pour les travaux ou tâches assignées, c'est-à-dire au moins un casque, des bottes ou chaussures de sécurité, des lunettes de sécurité et une protection pour les oreilles.
	.2	Signaler sans délai toute condition non sécuritaire sur le chantier, quasi-accident, blessure et dommage survenu.
	.3	Garder le chantier et les aires d'entreposage propres et exempts de facteurs de risques de blessures.
	.4	Respecter les mises en garde des panneaux d'avertissement et des étiquettes de sécurité.
	.2	Informar les personnes des mesures disciplinaires à prendre en cas de non-respect.
<u>1.16 Correctifs en Cas de Non/Conformité</u>	.1	Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, sur les plans de la santé et de la sécurité, par l'autorité compétente ou par le Représentant du Ministère.
	.2	Remettre au Représentant du Ministère un rapport écrit des mesures prises pour corriger les situations de non-conformité en matière de santé et de sécurité.
	.3	Le Représentant du Ministère ordonnera l'arrêt des travaux, si la situation de non-conformité n'est pas réglée rapidement.
<u>1.17 Déclaration d'Incidents</u>	.1	Enquêter sur les incidents suivants, et en faire rapport au Représentant du Ministère.
	.1	Incidents qui nécessitent d'être signalés au ministère provincial de santé et sécurité au travail, à la commission des accidents du travail ou à un autre organisme de réglementation.
	.2	Blessures nécessitant des soins médicaux.
	.3	Dommages matériels s'élevant à plus de 10 000,00 \$.
	.4	Interruptions aux activités de l'installation

entraînant une perte dépassant 5000,00 \$ pour
un ministère fédéral.

- .2 Soumettre un rapport écrit.
- 1.18 Matières Dangereuses .1 Se conformer aux exigences du SIMDUT.
- .2 Conserver les FS de tous les produits qui sont livrés sur le chantier.
 - .1 Les afficher sur le chantier.
 - .2 Remettre une copie au Représentant du Ministère.
- 1.19 Dynamitage .1 Le dynamitage ou autre utilisation d'explosifs est interdit sur le site sans l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Représentant du Ministère.
- 1.20 Dispositifs à Cartouches Explosives .1 Utilisez des dispositifs de fixation à cartouches explosives qu'après réception d'une permission écrite du Représentant du Ministère.
- 1.21 Espaces Clos .1 Exécuter les travaux dans les espaces clos en respectant les règlements de santé et sécurité au travail.
- 1.22 Dossiers au Chantier .1 Conserver sur le chantier un exemplaire de la documentation sur la sécurité et des rapports à produire conformément aux lois et règlements des autorités compétentes, et un exemplaire des documents prescrits dans le présent devis.
- .2 Sur demande, mettre ces documents à la disposition du Représentant du Ministère ou de l'agent de sécurité autorisé, pour qu'ils puissent les examiner.
- 1.23 Affichages des Documents .1 S'assurer que les documents, les articles, les ordonnances et les avis pertinents sont affichés, bien en vue, sur le chantier, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente.
- .2 Afficher les autres documents prescrits dans le présent

devis, y compris les suivants.

- .1 Le plan de santé et de sécurité particulier au chantier.
- .2 Les FS du SIMDUT.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|------------------------------|----|--|
| <u>1.1 Sections Connexes</u> | .1 | Section 01 74 21 Gestions et Élimination des Déchets de Construction/Démolition. |
| <u>1.2 Références</u> | .1 | SIMDUT : Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail, Santé Canada. |
| | .2 | Loi sur le transport des marchandises dangereuses, Transports Canada, date de mise à jour 2009-08-27. |
| | .3 | Lignes directrices concernant l'utilisation d'explosifs à l'intérieur ou à proximité des eaux de pêches canadiennes, Pêches et Océans Canada, 1998. |
| | .4 | LCOM : Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs, Environnement Canada, 1994. |
| | .5 | Règlements de la Garde côtière canadienne, Pêches et Océans Canada. |
| | .6 | Loi sur la marine marchande du Canada, Transports Canada, 2001. |
| | .7 | AWPA: American Wood Preserver Association. |
| <u>1.3 Définitions</u> | .1 | Matière dangereuse : Produit, substance ou organisme utilisé aux fins auxquelles il était initialement destiné, et qui est une marchandise ou une matière dangereuse susceptible d'avoir des répercussions nuisibles sur l'environnement ou sur la santé des personnes, des animaux ou des végétaux lorsqu'il est libéré dans l'environnement. |
| | .2 | Terre humide : terrain où la nappe phréatique est à proximité ou au-dessus de la surface, ou qui est saturé d'eau assez longtemps pour créer des conditions comme des sols modifiés par l'eau et une végétation hydrophile. Les terres humides comprennent les tourbières et les terres humides minérales ou zones de sols minéraux qui subissent l'influence d'un excès d'eau mais qui produisent peu de tourbe ou pas du tout. |

- .3 Cours d'eau : désigne le lit et la rive d'une rivière, d'un ruisseau, d'un lac, d'une crique, d'un étang, d'un marais, d'un estuaire ou d'un plan d'eau salée qui contient de l'eau au cours d'au moins une partie de l'année.
- .4 Espèces exotiques : désigne des espèces ou sous-espèces introduites à l'extérieur de leur distribution normale, et dont l'établissement et la prolifération expose des écosystèmes, habitats ou des espèces locaux à des risques de dommages économiques ou environnementaux.
- .5 Zone tampon : zone de terres recouvertes de végétation qui protège les cours d'eau contre l'exploitation de terres adjacentes. Ce terme se rapporte aux terres adjacentes aux cours d'eau comme les ruisseaux, les rivières, les fleuves, les lacs, les étangs, les océans et les terres humides, y compris les plaines inondables et les terres en voie de conversion entre les cours d'eau et des zones de terres plus arides.

1.4 Transport

- .1 Transporter des marchandises et des déchets dangereux conformément aux exigences de la Loi sur le transport des marchandises dangereuses.
- .2 Ne pas surcharger les camions lors du transport de substances. Protéger le chargement contre tout risque de déversement.
- .3 Garder les camions propres et exempts de boue, de poussière et d'autres matières étrangères.
- .4 Éviter toute possibilité de déversement du chargement et de toute matière étrangère sur les autoroutes, les routes et les routes d'accès destinées à des travaux. Faire très attention lors du transport de remblais de dragage et d'autres matières dangereuses. Nettoyer immédiatement tout déversement et tout sol contaminé.

- .5 Avant le début des travaux, aviser le Représentant du Ministère à propos de routes existantes et des routes temporaires devant servir pour accéder aux secteurs des travaux et pour transporter des matériaux au chantier et hors du chantier, y compris les routes menant au champ d'élimination des remblais de dragage.

1.5 Manipulation des
Matières Dangereuses

- .1 Manipuler et stocker les matières dangereuses sur place conformément aux procédures et exigences énoncées dans le SIMDUT.
- .2 Stocker tous les liquides dangereux à un endroit et d'une manière qui empêchent leur déversement dans l'environnement.
- .3 Tenir un inventaire écrit de toutes les matières dangereuses gardées sur les lieux. Énumérer le produit, sa quantité et la date de son stockage.
- .4 Garder les fiches signalétiques du SIMDUT sur place pour tous les articles pertinents.

1.6 Pétrole, Huiles et
Lubrifiants

- .1 Se conformer aux lois, règlements, codes et lignes directrices fédéraux et provinciaux pour le stockage sur place de carburant et de produits pétroliers.
- .2 Ne placer aucun réservoir de carburant et ne stocker aucun carburant ou autre produit pétrolier à une distance de moins de 30 mètres d'une zone tampon de cours d'eau et de terres humides. Ne ravitailler ni huiler de la machinerie à moins de 30 mètres de cette zone tampon. Obtenir l'approbation du Représentant du Ministère pour désigner un emplacement acceptable sur les lieux aux fins de stockage de carburant ou de ravitaillement de matériel.
- .3 Ne jeter aucun produit pétrolier ni toute autre substance toxique sur le sol ou dans l'eau.

- .4 Faire preuve de diligence et prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter des déversements et contaminer ainsi le sol et l'eau (de surface ou souterraine) lors de la manipulation sur place de produits pétroliers et lors du ravitaillement de véhicules et de matériel.
- .5 Garder sur les lieux le matériel d'intervention approprié en cas de déversement, consistant en au moins un nécessaire d'intervention en cas de déversement suremballé de 250 litres (55 gallons) pour le confinement et le nettoyage de déversements.
- .6 Garder les véhicules et le matériel en bon état afin d'empêcher toute fuite sur les lieux.
- .7 En cas de déversement de pétrole, aviser immédiatement le Représentant du Ministère et la Garde côtière canadienne (GCC) au numéro 1-800-565-1633 (ligne d'appel 24 heures). Effectuer le nettoyage conformément à tous les règlements et à toutes les procédures stipulés par l'autorité compétente.

1.7 Élimination des Déchets

- .1 Ne pas enterrer les rebuts, les résidus de démolition et les déchets sur place.
- .2 Éliminer et recycler les résidus et les déchets conformément aux exigences en matière de gestion des matières résiduelles énoncées à la section 01 74 21.
- .3 Ne pas jeter les matières dangereuses, les substances volatiles (comme les essences minérales, les peintures, les diluants, etc.) et les produits pétroliers dans des cours d'eau, des égouts pluviaux ou sanitaires et dans des sites d'enfouissement.
- .4 Éliminer les déchets dangereux conformément aux lois, règlements, codes et lignes directrices fédéraux et provinciaux pertinents.
- .5 Déchets de béton :
 - .1 Ne pas éliminer de résidus ou de rejets de béton sur place.

- .2 Nettoyer immédiatement tout déversement accidentel de béton sur les lieux avant que ce dernier ne se solidifie.
- .3 Ne pas laver ou nettoyer sur place des véhicules de transport de béton.
- .4 Décharger les matières résiduelles et nettoyer les camions uniquement à l'usine de béton.
Respecter les règlements sur l'environnement et les bonnes pratiques en la matière qui sont approuvées par le ministère de l'Environnement provincial et par les autres autorités compétentes.

1.8 Qualité de l'Eau

- .1 Exécuter les travaux d'excavation d'un cours d'eau ou d'une terre humide de façon à limiter la turbidité et à réduire la quantité de sédiments en suspension dans l'eau à un minimum absolu, et ce, en tout temps.
 - .1 Maintenir la vitesse et l'élan d'excavation appropriés de l'équipement d'excavation.
Effectuer au besoin des ajustements approuvés par le Représentant du Ministère.
 - .2 Mettre en position stratégique l'équipement d'excavation et les véhicules de transport de façon à éviter, dans toute la mesure du possible, les balancements au-dessus de l'eau.
- .2 Dans les cas où les travaux pourraient altérer la qualité de l'eau adjacente aux canalisations de prise d'eau utilisées par les installations de retenue de homard, de traitement du poisson et d'autres exploitants de ports, établir le calendrier des travaux en coopération avec l'administration portuaire, selon les directives du Représentant du Ministère, afin de réduire au minimum les ingérences et les effets sur les exploitants du port.
- .3 Surveiller visuellement la turbidité de l'eau des zones avoisinantes adjacentes aux lieux des travaux et jusqu'à la limite de dragage établie de 200 mètres.

- .1 Si la turbidité de l'eau change de manière excessive au-delà de la limite de dragage par rapport aux conditions existantes des nappes d'eau avoisinantes, comme par exemple un net changement de couleur, aviser le Représentant du Ministère pour obtenir les mesures appropriées à suivre pour atténuer les effets de la situation.
- .4 Qualité de l'eau lors de dragage par aspiration:
 - .1 Réduire au minimum les points de rejet des matériaux de dragage au lieu d'élimination en plaçant l'embout du tuyau à la surface de l'eau ou près de ce point.
 - .2 Limiter la circulation des navires à la zone adjacente au lieu d'élimination à un niveau minimum absolu pour que les matériaux de dragage ne soient pas remis en suspension par l'effet du sillage des hélices.
- .5 Contamination de l'eau par le bois traité par préservatif:
 - .1 On doit laisser sécher le bois d'oeuvre ou de charpente traité, à l'usine ou sur place, pendant au moins 30 jours suivant la date de l'application du traitement avant qu'il soit posé à des endroits où il touchera à de l'eau.
 - .2 Ne pas couper de bois traité au-dessus de la surface d'un cours d'eau ou d'une terre humide.
 - .3 Ne pas appliquer de produits préservatifs liquides au-dessus de la surface d'un cours d'eau ou d'une terre humide.
 - .4 Le bois traité à l'arséniate de cuivre chromaté (ACC) ou à l'arséniate de zinc et de cuivre ammoniacé (AZCA) doit être approuvé par la CSA ou l'AWPA.
 - .5 Ne pas utiliser le bois d'oeuvre ou de charpente traité à la créosote, au pétrole et au pentachlorophénol pour aucune partie des travaux.
- .6 Ne rincer le matériel qu'à une distance tampon d'au moins 30 mètre d'une terre humide, d'un cours d'eau ou de toute zone écosensible.

1.9 Restrictions
Socioéconomiques

- .1 Respecter les règlements provinciaux et municipaux concernant toute restriction sur les travaux effectués la nuit et sur l'éclairage artificiel des lieux. Obtenir les permis pertinents.
- .2 Placer les projecteurs dans la direction opposée des zones résidentielles et commerciales adjacentes.
- .3 Munir le matériel et les machines de silencieux conçus à cette fin afin de réduire le bruit sur place au niveau le plus faible possible. Maintenir ces silencieux en bon état de marche en tout temps.

1.10 Oiseaux et leur Habitat

- .1 Se familiariser avec la Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs et la faire respecter en ce qui concerne la protection des oiseaux migrateurs, leurs oeufs, leurs nids et leurs petits découverts sur les lieux et dans les environs.
- .2 Déranger le moins possible tous les oiseaux sur place et dans les environs pendant toute la durée des travaux.
- .3 Ne pas s'approcher des concentrations d'oiseaux de mer, de sauvagines et d'oiseaux de rivage lors de l'arrimage de matériel, de l'accès aux quais et du transport de fournitures.
- .4 Lors de travaux de nuit, placer les projecteurs dans la direction opposée des habitats de nids d'oiseaux.
- .5 Ne pas utiliser les plages, les dunes et autres zones non perturbées naturelles des lieux pour effectuer des travaux à moins que le Représentant du Ministère n'ait donné son approbation pour ces travaux particuliers.
- .6 Si des nids d'oiseaux sont découverts dans les terres humides lors des travaux, aviser immédiatement le Représentant du ministère pour obtenir les directives à suivre.
 - .1 Ne pas déranger les nids et la végétation environnante jusqu'à la fin de la période de nidification.

- .2 Réduire au minimum les travaux à proximité immédiate de telles zones jusqu'à la fin de la période de nidification.
 - .3 Protéger ces zones en suivant les recommandations du Service canadien de la faune.
- 1.11 Poissons et leur Habitat
- .1 Prendre bien conscience du risque de contamination de l'habitat des poissons sur les lieux résultant de l'introduction d'espèces exotiques dans l'eau.
 - .2 Afin de réduire au minimum la possibilité de contamination d'habitats de poissons, il faut laver et nettoyer tout le matériel de construction qui sera immergé dans l'eau d'un cours d'eau, ou pourrait entrer en contact avec de telles eaux au cours des travaux, afin de s'assurer qu'il est exempt de salissures marines et d'espèces exotiques.
 - .1 Le matériel doit comprendre les embarcations, les chalands, les grues, les excavatrices, les camions de transport, les pompes, les tuyaux et tous les autres outils et équipements divers qui ont précédemment servi dans un environnement marin.
 - .3 Le lavage et le nettoyage du matériel doivent avoir lieu immédiatement à leur arrivée sur les lieux et avant leur utilisation au-dessus d'un plan d'eau ou dans celui-ci.
 - .4 Effectuer les opérations de lavage et de nettoyage comme suit :
 - .1 Gratter et enlever toute accumulation importante de boue et l'éliminer de manière appropriée.
 - .2 Rincer toutes les surfaces du matériel à l'aide d'eau douce pressurisée.
 - .3 Tout de suite après, appliquer par forte pulvérisation une couche de vinaigre pur ou d'un autre agent de nettoyage respectueux de l'environnement afin d'éliminer entièrement toute trace de matière végétale, animale ou sédimentaire.
 - .4 Rechercher et éliminer toute matière végétale, animale ou sédimentaire de tous les bouchains et les filtres.

- .5 Vidanger l'eau stagnante du matériel et le faire sécher complètement avant de l'utiliser.
- .6 Lors de l'extraction du matériel de l'eau, vidanger l'eau stagnante du matériel et le faire sécher complètement avant de le retirer des lieux.
- .5 N'effectuer aucune opération de nettoyage ou de rinçage dans une zone tampon de 30 mètres d'une terre humide, d'un cours d'eau ou d'une autre zone écosensible.
- .6 Dossier du registre d'assurance :
 - .1 Tenir à jour un registre permanent des utilisations et nettoyages passés et présents de tout le matériel pour illustrer les mesures d'atténuation prises contre la contamination d'habitats de poissons par des espèces exotiques.
 - .2 Consigner les renseignements dans un registre à couverture rigide.
 - .3 Inclure les renseignements suivants :
 - .1 date et lieu de l'utilisation précédente du matériel dans un cours d'eau ou une terre humide;
 - .2 type de travaux exécutés;
 - .3 dates de rinçage de chaque pièce d'équipement;
 - .4 Méthode de nettoyage et agents utilisés.
- .7 Tenir à jour le registre d'assurance de qualité d'un projet à l'autre. Sur demande, remettre le registre au Représentant du Ministère aux fins d'examen.
- .8 Respecter les exigences et les recommandations du ministère de l'Environnement fédéral et de la Direction de la protection de l'habitat et du développement durable de Pêches et Océans Canada quant au nettoyage et au rinçage du matériel.

1.12 Qualité de l'Air

- .1 Maintenir au minimum absolu la poussière en suspension dans l'air et les saletés résultants des travaux.
- .2 Prendre les mesures de lutte contre les poussières pour les routes, les stationnements et les zones de travail.

- .3 Arroser les surfaces avec de l'eau ou d'autres produits respectueux de l'environnement. Utiliser du matériel et des machines spécialement prévus à cet effet et appliquer la substance en quantité et selon une fréquence suffisantes pour assurer un contrôle efficace et constant de la poussière pendant toute la durée des travaux.
- .4 N'utiliser aucune huile ni tout autre produit à base de pétrole pour le contrôle de la poussière.
- .1 Il est interdit de faire des feux et de brûler des déchets sur place.

1.13 Feux

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Inspection

- .1 Dans le cas où des ouvrages doivent être soumis à des inspections, à des approbations ou à des essais spéciaux commandés par le Représentant du Ministère ou par les autorités compétentes, en faire la demande dans un délai raisonnable.
- .2 Conformément aux Conditions générales, le Représentant du Ministère peut demander à examiner toute partie de l'ouvrage, si on soupçonne que l'ouvrage en question n'est pas conforme aux exigences des documents contractuels.
- .3 Si l'Entrepreneur couvre ou permet de couvrir un ouvrage avant qu'il ait été soumis aux inspections, aux approbations ou aux essais spéciaux requis, il doit découvrir l'ouvrage en question jusqu'à ce que les inspections ou les essais requis aient été complètement effectués de façon satisfaisante et jusqu'au moment où le Représentant du Ministère lui donnera la permission de couvrir l'ouvrage.
- .4 L'Entrepreneur doit assumer les coûts pour découvrir l'ouvrage dérangé par les inspections et pour le remettre dans son état initial.

1.2 Essais

- .1 Les essais effectués sur les matériaux/ matériels, comme prescrit dans diverses sections du devis, relève de la responsabilité du Représentant du Ministère, sauf indication contraire.
- .2 Des essais ne figurant pas au devis peuvent aussi être effectués par le Représentant du Ministère à sa discrétion. Ce dernier en assumera les frais.

- .3 Lorsque les inspections ou les essais réalisés par l'organisme d'essai désigné révèlent la non-conformité des ouvrages aux exigences du contrat, l'Entrepreneur doit supporter le coût encouru des essais ou des inspections supplémentaires que le Représentant du Ministère peut demander afin de vérifier si les corrections apportées sont acceptables.
- 1.3 Organismes d'Essai et d'Inspection Indépendants .1 Le Représentant du Ministère peut se charger de retenir les services d'organismes d'essai et d'inspection indépendants. Il peut assumer le coût de ces services sauf pour ce qui suit, qui fait partie des responsabilités de l'Entrepreneur:
- .1 les inspections et les essais exigés par des lois, des ordonnances, des règles, des règlements ou des consignes d'ordre public;
- .2 les inspections et les essais effectués exclusivement pour la convenance de l'Entrepreneur;
- .3 les essais prescrits dans diverses sections et qui doivent être effectués par l'Entrepreneur sous la supervision de le Représentant du Ministère.
- .2 Informer le Représentant du Ministère suffisamment à l'avance du moment où les travaux seront prêts pour les essais, afin qu'il prenne des dispositions avec l'organisme d'essai. Sur demande du Représentant du Ministère, informer directement cet organisme.
- .3 Selon les prescriptions du devis ou sur demande, soumettre à l'organisme d'essai les échantillons représentatifs de matériel/ matériaux nécessaires aux essais, en quantité suffisante, dans un délai raisonnable et suivant un ordre prédéterminé afin de ne pas retarder l'exécution des travaux.
- .4 Fournir la main d'oeuvre et les installations nécessaires pour prélever, manipuler et livrer les échantillons de matériaux/matériel.
- .5 Prévoir l'espace requis, à l'usage exclusif de l'organisme d'essai, pour l'entreposage du matériel et la cure des échantillons.

- .6 Le recours à des organismes d'essai et d'inspection indépendants, par le Représentant du Ministère, ne dégage aucunement l'Entrepreneur de sa responsabilité concernant l'exécution des travaux conformément aux exigences des documents contractuels.
- 1.4 Accès au Chantier
- .1 Faciliter au Représentant du Ministère l'accès au chantier. Si certains des ouvrages sont exécutés à des endroits autres que sur le chantier, prendre des dispositions pour permettre au Représentant du Ministère d'accéder à ces ouvrages pendant leur réalisation.
- .2 Fournir la main d'oeuvre et les installations nécessaires pour permettre l'accès aux ouvrages à inspecter et à mettre à l'essai.
- .3 Collaborer pour faciliter les inspections et les essais.
- 1.5 Ouvrages ou Travaux Rejetés
- .1 Enlever et remplacer les éléments défectueux jugés non conformes aux documents contractuels par le Représentant du Ministère, soit parce qu'ils n'ont pas été exécutés selon les règles de l'art, soit parce qu'ils ont été réalisés avec des matériaux ou des produits défectueux, et ce, même s'ils ont déjà été intégrés à l'ouvrage.
- .2 Remplacer ou refaire les ouvrages existants ou nouveaux, y compris les ouvrages des autres entrepreneurs qui ont été endommagés lors des travaux de réfection ou de remplacement.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|---|----|---|
| <u>1.1 Exigences d'Organismes de Réglementation</u> | .1 | Avant d'utiliser le pont-bascule, s'assurer qu'il a été certifié comme satisfaisant aux exigences de la Loi sur les poids et mesures, chapitre 36 des Lois du Canada (1970, 1971, 1972), et de ses modifications ultérieures. Afficher le certificat de façon qu'il soit bien visible. |
| <u>1.2 Mesurage aux Fins de Paiement</u> | .1 | Inclure les coûts de certification, d'installation, d'entretien et d'enlèvement du pont-bascule ou d'utilisation d'un pont-bascule commercial local dans les lots de paiement à mesurer selon la masse. |
| <u>1.3 Matériel</u> | .1 | Pont-bascule: pont-bascule électronique pour camion, de capacité suffisante pour permettre le pesage des véhicules en charge en une seule opération. |
| | .2 | On peut utiliser les ponts-bascules commerciaux certifiés existants, selon leur disponibilité et selon l'approbation du Représentant du Ministère. |
| | .3 | La fourniture de la main d'œuvre, du matériel, des outils, de l'équipement, de la protection, du transport, des frais administratifs, des profits et du financement nécessaire, etc. afin de compléter les travaux devront être inclus. |
| <u>1.4 Poste de Pesage</u> | .1 | Poste renfermant un indicateur de masse et dans lequel l'inspecteur du Représentant du Ministère peut effectuer le travail prévu et tenir à jour des registres. |
| | .2 | Poste à l'épreuve des intempéries et doté d'un système d'éclairage capable d'assurer un niveau d'éclairement d'au moins 750 lx, d'une fenêtre coulissante donnant sur le tablier du pont-bascule, d'une autre fenêtre pour assurer une aération transversale, d'un pupitre avec tablette d'au moins 0.6 x 1.8 m et d'un système de chauffage pouvant maintenir une température intérieure constante de 20°C. La porte d'entrée ne doit pas s'ouvrir sur le tablier du pont-bascule. |

1.5 Exploitation

- .1 L'inspecteur du Représentant du Ministère supervisera le pesage des matériaux au pont-bascule lorsqu'ils seront disponibles.
- .2 Présenter un nombre suffisant de coupons de pesée, en trois (3) exemplaires, et avec des numéros de série consécutifs. Faire approuver le style des coupons par le Représentant du Ministère.
- .3 Les billets de pesage doivent être signés par l'inspecteur du Représentant du Ministère au moment de la livraison.

1.6 Entretien

- .1 Garder le pont-bascule et son tablier propres et exempts de gravier, d'asphalte, de neige, de glace et de débris.
- .2 Garder les rampes d'approche en bon état et exemptes d'affaissements et d'ornières.
- .3 Le pont-bascule doit être recertifié, si le Représentant du Ministère le demande.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|--|----|---|
| <u>1.1 Voies d'Accès au Chantier et Stationnement</u> | .1 | Fournir et maintenir un accès adéquat au site du projet. |
| | .2 | Si l'Entrepreneur est permis d'utiliser les routes existantes pour l'accès au site du projet, il doit maintenir ces routes pour la durée du contrat et de faire le bien et réparer les dommages résultant de l'utilisation des routes par l'Entrepreneur. |
| <u>1.2 Bureau du Représentant du ministère sur le Chantier</u> | .1 | L'Entrepreneur doit fournir et assumer la responsabilité d'un bureau de chantier, si cela est nécessaire, y compris l'électricité, le chauffage, l'éclairage et le téléphone. Situer le bureau de chantier selon les directives du Représentant du Ministère. |
| | .2 | Prévoir toutes les installations et tous les abris, exigés par le code ou par la réglementation, pour l'usage des ouvriers et du Représentant du Ministère et/ou du personnel de chantier approuvé. |
| | .3 | Le Représentant du Ministère va payer pour les frais d'interurbain. |
| <u>1.3 Services d'Utilités Publics du Chantier</u> | .1 | Prévoir des installations sanitaires, une alimentation en eau potable et une alimentation en énergie électrique pour les ouvriers, le Représentant du Ministère et/ou son personnel de chantier identifié conformément aux ordonnances et aux règlements pertinents en vigueur. L'Entrepreneur doit prendre ses propres dispositions pour obtenir les services d'utilités publics, lesquels seront assurés à ses frais. |
| | .2 | Afficher les avis requis et prendre toutes les précautions exigées par les autorités sanitaires locales. Garder les lieux et le secteur propres. |
| <u>1.4 Entreposage du Matériel/ des Matériaux</u> | .1 | Situer les remorques d'entreposage là où cela perturbera le moins les opérations de l'installation existante. |
| | .2 | La place sur le chantier pour l'entreposage du matériel/des matériaux est restreinte. L'Entrepreneur doit prendre des dispositions en conséquence. |

- 1.5 Alimentation Électrique .1 Fournir le service, en assurer l'entretien et assumer les frais associés à l'alimentation électrique temporaire conformément aux ordonnances et aux règlements pertinents en vigueur.
- .2 Fournir, installer et aménager toutes les installations temporaires pour l'alimentation électrique, comme des lignes aériennes, des compteurs et des câbles souterrains, etc., et les soumettre à l'approbation de l'autorité d'alimentation électrique locale.
- 1.6 Enlèvement des Installation Temporaires .1 Enlever du chantier les installations temporaires lorsque le Représentant du Ministère en donne l'instruction.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Généralités

- .1 Effectuer les opérations de nettoyage et d'élimination conformément aux ordonnances et aux lois anti-pollution.
- .2 Stocker les déchets volatils dans des contenants métalliques fermés et les évacuer hors du chantier à la fin de chaque période de travail.

1.2 Nettoyage pendant les travaux

- .1 Garder le chantier propre et exempt de toute accumulation de débris et de matériaux de rebut. Le nettoyer tous les jours.
- .2 Prévoir, sur le chantier, des conteneurs pour l'évacuation des débris et des matériaux de rebut.
- .3 Utiliser des conteneurs distincts, indiquant clairement leur usage, pour le tri et le recyclage des déchets et des matériaux de rebut conformément aux exigences de gestion des déchets prescrites.
- .4 Évacuer les débris et les matériaux de rebut hors du chantier tous les jours.

1.3 Nettoyage Final

- .1 En vue de l'acceptation du projet au stade du certificat provisoire ou définitif d'achèvement des travaux, effectuer un nettoyage final.
- .2 Balayer et nettoyer les trottoirs et les autres surfaces extérieures; ratisser le reste du terrain.
- .3 S'assurer que le chantier et les voies d'accès adjacentes ainsi que les structures du quai sont remis dans leur état initial d'avant les travaux.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

- | | | | |
|------------|------------------------------|----|---|
| <u>1.1</u> | <u>Sections Connexes</u> | .1 | Section 01 35 44 Protection de l'environnement - procédures pour travaux maritimes. |
| <u>1.2</u> | <u>Généralités</u> | .1 | Exécuter les travaux en mettant le maximum d'accent dans les domaines suivants: <ul style="list-style-type: none">.1 la réduction des déchets;.2 la réduction du flux de déchets vers les décharges;.3 le recyclage des matériaux. |
| <u>1.3</u> | <u>Réduction des Déchets</u> | .1 | Élaborer une stratégie de réduction des déchets pour les travaux. |
| | | .2 | Structurer le programme pour établir un ordre de priorité des activités, avec la réduction des déchets comme première priorité, suivie de l'effort de récupération et de recyclage, puis de l'élimination des déchets solides. |
| | | .3 | Identifier les matériaux et le matériel à: <ul style="list-style-type: none">.1 récupérer pour la revente par l'Entrepreneur;.2 envoyer à une installation de recyclage;.3 envoyer à une décharge/centre de traitement des déchets dans le cadre de l'effort de recyclage;.4 éliminer dans une décharge approuvée. |
| | | .4 | Réduire les déchets de construction pendant les travaux d'installation. Adopter des pratiques qui réduisent au minimum les déchets et permettent d'optimiser la pleine utilisation des nouveaux matériaux sur le chantier, par exemple: <ul style="list-style-type: none">.1 utilisation d'une zone de coupe centralisée afin de pouvoir accéder facilement aux chutes;.2 utilisation des chutes comme cales ou entretoises dans d'autres parties des travaux;.3 utilisation efficace des installations disposées de façon stratégique sur le chantier pour l'entreposage et l'empilage de résidus ou de matériaux partiellement coupés (comme le contreplaqué, le bois de dimension, etc.) à des fins d'intégration dans les ouvrages, chaque fois que cela est possible, de manière à ne pas générer des déchets inutilement. |

- .5 Élaborer d'autres stratégies et des procédures novatrices afin de réduire les déchets.
- 1.4 Procédé de Tri des Matériaux à la Source
- .1 Élaborer et mettre en oeuvre un procédé de tri des matériaux à la source au début des travaux comme partie intégrante de la mise en application de la gestion des déchets sur le chantier.
- .2 Prévoir, sur le chantier, les installations nécessaires pour collecter, manutentionner et stocker les quantités anticipées de matériaux de rebut réutilisables, récupérables et recyclables.
- .3 Adopter des méthodes permettant de manière appropriée d'isoler, d'entreposer sur le chantier et d'éliminer les matières dangereuses ou toxiques et leurs contenants conformément aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, selon les directives des autorités compétentes.
- 1.5 Exigences visant l'Élimination des Déchets
- .1 Éliminer les déchets seulement aux décharges ou aux centres de traitement des déchets approuvés.
- .2 Avant le commencement des travaux, communiquer avec les autorités compétentes pour déterminer quels déchets de démolition et de construction ont été, le cas échéant, interdits d'élimination dans les décharges. Prendre les mesures appropriées pour séparer sur le chantier ces matériaux interdits et les éliminer en stricte conformité avec les règlements provinciaux et municipaux.
- .3 Réunir, mettre en paquets et transporter les matériaux récupérés destinés au recyclage dans des catégories et conditions distinctes selon les directives des services de l'installation de recyclage. Envoyer les matériaux seulement à des installations de recyclage approuvées.
- .4 La vente sur place de matériaux récupérés à d'autres parties est interdite.
- 1.6 Enlèvement des Matériaux
- .1 Enlever en totalité tous les matériaux et objets identifiés pour être enlevés, y compris toutes les fixations. Enlever avec soin les matériaux désignés à être réutilisés.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Sections Connexes .1 Section 01 78 00 Documents/éléments à remettre à l'achèvement des travaux.
- 1.2 Contenu de la Section .1 Modalités administratives préalables aux inspections préliminaire et finale des travaux par le Représentant du Ministère.
- 1.3 Inspection et Déclaration d'achèvement Substantiel .1 Inspection effectuée par l'Entrepreneur : coordonner et effectuer, de concert avec les sous-traitants, une inspection et une vérification des travaux. Repérer les défauts, les défaillances, faire les réparations nécessaires et exécuter les éléments laissés en suspens, au besoin, pour achever les travaux conformément aux exigences des documents contractuels.
- .1 Aviser le Représentant du Ministère par écrit après avoir apporté des corrections aux défauts et défaillances décelés au cours de l'inspection par l'Entrepreneur, et quand les travaux sont jugés prêts pour l'inspection du Représentant du Ministère.
- .2 Inspection effectuée par le Représentant du Ministère: accompagner le Représentant du Ministère au cours de toutes les inspections provisoires et finales des travaux.
- .1 Repérer les défauts, les défaillances des ouvrages et les éléments qui n'ont pas été exécutés, identifiés au cours de ces inspections.
- .2 Signaler au Représentant du Ministère quand tous les problèmes relevés ont été corrigés.
- .3 Il est à noter que le Représentant du Ministère n'émettra pas un certificat d'achèvement substantiel des travaux tant que l'Entrepreneur n'aura pas exécuté les travaux ci-dessous et remis les documents ci-après :
- .1 documents d'archives d'après exécution selon Section 01 78 00.
- .4 Corriger tous les écarts avant que le Représentant du Ministère n'émette le certificat d'achèvement des travaux.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | | |
|------------|---------------------------------------|----|--|
| <u>1.1</u> | <u>Contenu de la Section</u> | .1 | Documents d'archives du projet. |
| <u>1.2</u> | <u>Documents du Dossier de Projet</u> | .1 | Le Représentant du Ministère fournira deux (2) jeux de diazocopies des dessins contractuels et deux (2) copies du devis à utiliser pour consigner les éléments d'après exécution. |
| | | .2 | Conserver sur le chantier un (1) jeu de dessins contractuels et une (1) copie du devis pour consigner les conditions réelles d'après exécution. |
| | | .3 | Tenir à jour et en bon état le devis et les dessins d'après exécution en temps réel et les mettre sur demande à la disposition du Représentant du Ministère. |
| | | .4 | Dessins d'après exécution : |
| | | .1 | Consigner les changements à l'encre rouge sur les diazocopies. Annoter les changements seulement sur un jeu de diazocopies et, à l'achèvement des travaux, transcrire soigneusement les annotations sur le second jeu de diazocopies, (utiliser aussi de l'encre rouge). |
| | | .2 | Soumettre les deux (2) jeux au Représentant du Ministère avant de faire la demande de certificat d'achèvement substantiel des travaux. |
| | | .3 | Tous les dessins doivent porter la mention « Dessins d'après exécution » et doivent être étiquetés, puis signés et datés par l'Entrepreneur. |
| | | .4 | Montrer toutes les modifications, substitutions et écarts par rapport à ce qui figure sur les dessins contractuels ou dans le devis. |
| | | .5 | Consigner les renseignements suivants : |
| | | .1 | la profondeur des divers éléments de fondation par rapport aux données du relevé; |
| | | .2 | les modifications apportées sur place quant aux dimensions et aux détails des ouvrages; |

- .3 l'emplacement de toutes les canalisations de service obturées ou désactivées.
 - .4 les élévations, coupes et détails doivent tous être cotés et marqués a fin de reporter de façon cohérente l'état des installations finies;
 - .5 tout détail établi par le Représentant du Ministère au cours des travaux pour compléter ou changer les dessins de conception existants;
 - .6 tous les ordres de modification émis au cours du contrat doivent être documentés sur les documents d'après exécution finis, indiquant avec précision et cohérence la condition changée qui s'applique à tous les détails de dessins touchés par les modifications.
- .5 Devis d'après exécution : annoter lisiblement à l'encre rouge chaque élément a fin de consigner les travaux réels, y compris ce qui suit :
- .1 le fabricant, l'appellation commerciale et le numéro de catalogue de chacun des produits réellement installé, et particulièrement les produits qui ont remplacé ceux qui étaient prescrits;
 - .2 les changements apportés par addenda et ordres de modification;
 - .3 marquer les deux copies du devis, y apposer la mention « Dessins d'après exécution », les signer et dater de manière similaire aux dessins selon l'article ci-dessus.
- .6 Tenir à jour les documents d'après exécution au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Le Représentant du Ministère effectuera des examens et des inspections des documents régulièrement. Si ces documents ne sont pas tenus à jour et complets à la satisfaction du Représentant du Ministère, l'Entrepreneur s'expose à des pénalités financières sous la forme d'une retenue des acomptes ou d'une retenue au contrat.